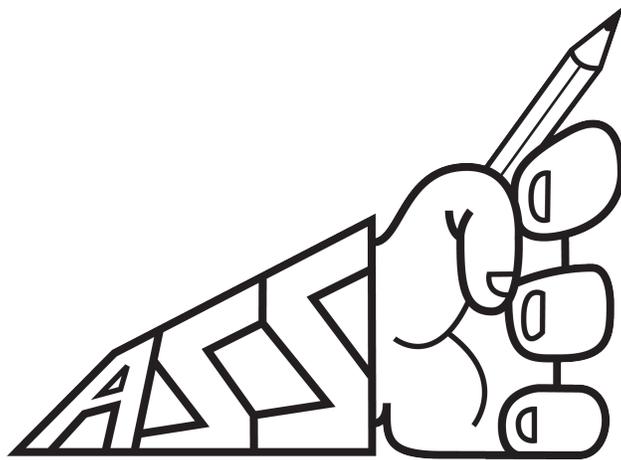


Cahier de Congrès

**de l'Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)**



**Les 25 et 26 octobre 2008
À L'UQAM**

Table des matières

Table des matières	2
Ordre du jour	3
Bilan du Conseil exécutif pour la période du Congrès annuel des 26-27 avril 2008 au Congrès d'automne des 25-26 octobre 2008.....	4
Bilan comité femmes.....	10
Manifeste « Pour un système public, libérons-nous du privé! » suite au consultation des associations étudiantes membres.....	11
Rassemblement du monde de l'éducation.....	13
Bilan du Rassemblement pour le monde de l'éducation.....	13
Version préliminaire du manifeste du rassemblement du monde de l'éducation	18
(en date du 15 octobre 2008).....	18
États financiers 2007-2008.....	28
Proposition de prévisions budgétaires 2008-2009	30
Tableau explicatif des prévisions budgétaires.....	32
États des résultats au 16 octobre 2008.....	36
Lettres de démission	39
Lettre de démission d'Eloï Bureau.....	39
Lettre de démission d'Émilie Monteiro.....	39
Lettre de démission de Myriam Villeneuve.....	40
Lettre de démission de Jean-Francois Filiatrault	40
Lettre de démission de Jean-Sébastien Ranger.....	41
Lettre de démission de Marieve Ruel.....	42
Lettre de démission de Jessyka Boulanger.....	42
Lettre de démission d'Émilie Gendron.....	44
Texte du Conseil exécutif sur les avis de motion qu'il a déposés.....	45
Ébauche tract Coalition contre la précarité.....	46
Propositions	48
Procédures.....	48
Bilan Conseil exécutif et Comités.....	48
Bilan recherche privatisation.....	49
Bilan consultation AFE.....	49
Revendications.....	49
Plan d'action manifeste.....	50
Plan d'action journée de boycott	50
Plan d'action manifestation nationale	50
Plan d'action autres.....	51
Femmes.....	51
Finances.....	51
Élections.....	52
Avis de motion.....	52

Ordre du jour

Ordre du jour proposé par le Conseil de Coordination :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

- 1.1 Praesidium
- 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

2.0 Bilans

- 2.1 Conseil exécutif et Comités
- 2.2 Recherche privatisation
- 2.3 Consultation AFE

3.0 Plan d'action

- 3.1 Manifeste
- 3.2 Journée de boycott
- 3.3 Manifestation nationale
- 3.4 Autres

4.0 Femmes

5.0 Finances

- 5.1 États financiers 2007-2008
- 5.2 États des résultats 2008-2009
- 5.3 Modifications aux prévisions budgétaires 2008-2009
- 5.4 Fonds d'entraide

6.0 Élections

7.0 Avis de motion

- 7.1 Dépôt
- 7.2 Traitement

8.0 Varia

9.0 Levée

Bilan du Conseil exécutif pour la période du Congrès annuel des 26-27 avril 2008 au Congrès d'automne des 25-26 octobre 2008

1. Comités, Conseils et instances

Conseil de Coordination

- Le travail et les dynamiques du Conseil de Coordination furent quelque chose de décevant; nous considérons cette instance comme une instance de coordination du travail de l'ASSÉ. Les Comités, les Conseils régionaux et le Conseil exécutif de l'ASSÉ doivent travailler de concert dans le but de mener à bien le plan d'action déterminé par le Congrès. Nous ne voyons pas le Conseil de Coordination comme une entité qui surveille notre travail en tant qu'instance « supérieure », ce que nous avons parfois ressenti.

- L'ASSÉ se réclame de la démocratie directe, où tous et toutes s'impliquent; pas seulement le Conseil exécutif. C'est un principe que nous trouvons plus ou moins absent lorsque les principales propositions dans les cahiers de Conseil de Coordination sont les nôtres. Nous aimerions voir les Comités et Conseils régionaux s'impliquer plus activement au sein du Conseil de Coordination.

- À la lumière du travail du comité ad hoc sur les gains concrets, nous remettons beaucoup en cause l'utilité et l'efficacité des comités ad hoc à l'ASSÉ.

- La recherche est maintenant devenue une série de cinq feuillets que nous avons appelé « La face cachée de la privatisation ». Plusieurs problèmes de coordination sont survenus dans la production de la recherche, c'est pourquoi nous nous sommes retranché-e-s sur cette solution moins exhaustive que le travail prévue initialement. En somme, ni le Conseil exécutif, ni le Comité à la recherche et aux affaires académiques n'ont su assumer le « lead » de la recherche, se le passant comme une patate chaude.

- Une recherche sur les aidantes naturelles et la privatisation sera disponible sur le site Internet très bientôt.

Recommandations : Sur la recherche, nous tentons de recueillir des stagiaires universitaires en tant que chercheurs afin de remédier aux problèmes récurrents de recherche à l'ASSÉ. Nous proposons aussi de collaborer avec l'Institut de Recherche et d'Information Socio-économique (IRIS) et de devenir membre de cette organisation afin de posséder un droit de parole sur les recherches produites. Nous proposons aussi d'engager un ou une chercheur si le fond de solidarité de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) se montre généreux envers nous.

Conseil exécutif

- Difficulté d'intégrer les exécutantes qui furent peu ou pas présentes durant l'été dans la dynamique de la rentrée.
- Considérant les buts de la présente campagne, nous désirons concentrer nos efforts sur notre présence sur le terrain et auprès des membres. Depuis la rentrée, l'ASSÉ a été présente sur tous les campus des associations membres afin d'aider soit à la distribution du matériel d'information ou à l'organisation générale des associations.

Camp de formation

- Comité vacant depuis juin 2008, donc le Conseil exécutif (Pascal) et une collaboratrice (Shanie Morasse) ont pris en charge le Camp de formation.
- Difficile de faire un bon suivi avec les conférenciers et conférencières en même temps que d'assumer les tâches du Conseil exécutif. L'importance d'avoir une équipe de Comités pleine se fait donc sentir.
- Impossibilité d'entamer des négociations avec les associations hôtes des instances d'automne au mois de mai-juin. Donc à l'avenir, soit le faire vraiment en avance (avant la fin mars) ou s'attendre à ce que ce soit confirmé un peu à la dernière minute.
- Le Camp de formation est somme toute une réussite, excellente organisation de la part de l'AECS, et les ateliers étaient pertinents pour la plupart.
- Déception face au départ d'autant de participantes et de participants pour la manifestation (ou ailleurs) le dimanche matin, puisque, lors des inscriptions dans l'autobus loué pour se rendre au Camp de formation, seulement 2 personnes avaient souligné leur désir de participer à la manifestation. Il nous a semblé que certaines personnes profitaient plutôt de l'occasion pour s'en aller plus tôt que prévu.
- La question de la bière est d'ailleurs revenue dans nos discussions comme étant un problème affectant notre concentration et qui devrait individuellement être remis en question, ou à tout le moins modéré.

2. Plan d'action

Communications

- Le lendemain de l'annonce de la ministre Courchesne sur la gouvernance des universités, nous avons rédigé et envoyé un communiqué de presse pour témoigner notre opposition à un tel projet de loi. Le communiqué ne fut repris que dans le Devoir.

- Dans le cadre de la campagne contre la privatisation, nous avons créé une section spéciale « Privatisation » sur le site Internet. Dans cette section, on peut retrouver tout ce que l'ASSÉ a produit qui concerne la privatisation depuis sa création ainsi que tout le matériel produit dans le cadre de la campagne actuelle. Si vous êtes à la recherche d'information sur la privatisation, cette section peut s'avérer un outil très intéressant.

Stoppons la privatisation des services sociaux!

- On remarque que dans plusieurs campus, les associations étudiantes se réapproprient à même leurs situations locales le plan d'action de l'ASSÉ. À la SoGÉÉCoM, les militants et les militantes prennent littéralement contrôle de la COOPSCO-Maisonneuve. À l'Université du Québec en Outaouais (AÉMSS entre autres), les étudiantes et étudiants se sont mobilisé-e-s afin de boycotter la cafétéria gérée auparavant par l'entreprise Laliberté et ont mis sur pied un café autogéré. L'entreprise a résilié son contrat sur les deux campus. Sur les campus du Cégep de Sherbrooke, de St-Jérôme et probablement de plusieurs autres, les entreprises privées ne se sentiront bientôt plus les bienvenues.

Recommandations : Nous vous conseillons de vous mobiliser et de vous organiser dans vos localités : n'attendez pas le plan d'action national pour faire brasser les choses. Ça ne veut pourtant pas dire que nous ne serons pas là pour vous soutenir, n'hésitez pas à faire appel à nous, c'est à ça qu'on sert! N'oubliez pas non plus que cette année doit servir à nous restructurer et à nous relever; pour attirer et inciter de nouveaux militants et de nouvelles militantes à s'impliquer dans nos associations, il faut que ça bouge!

Consultation sur l'AFÉ

- Nous sommes arrivé-e-s à la conclusion que la consultation sur l'aide financière aux études (AFE) demandait trop d'énergie pour qu'il soit possible de mener efficacement la campagne contre la privatisation en plus de cette consultation. Nous arrivons encore une fois au constat que le Congrès a de la difficulté à doser le poids des mandats dont nous nous dotons.

Plan de valorisation

- Le plan de valorisation s'apparente fortement avec la fonction d'interne à la base. Sa planification à l'avance est un indicateur, mais il change très rapidement au fur et à mesure que la rentrée arrive et que la situation des associations membres se précise ou change drastiquement.

Recommandation : Afin de différencier le plan de valorisation du travail du ou de la Secrétaire aux relations internes, de dynamiser les contacts entre associations étudiantes et de bâtir des liens de solidarité, nous suggérons un plan de jumelage entre associations au lieu d'un plan organisé et pensé par le national. Ceci nécessite par contre une plus grande implication de la part des associations, mais peut être très bénéfique pour tous et toutes en fin de compte s'il nous permet d'être plus fortes et forts.

Manifeste

- Il faut bien définir les buts et objectifs de nos projets, mais surtout notre façon de procéder avant coup pour éviter de systématiquement revenir sur ce qui était prévu.

- Nous avons voté un mandat de « front commun ». Il aurait, par contre, été souhaitable de définir ce que vous entendiez par ce terme. Chacun et chacune avait une vision du travail à entreprendre dans le but de bâtir ce « front commun » qui n'était pas du tout unanime.

- Afin de simplifier le travail et de l'unifier, nous avons décidé que la pétition serait en fait le manifeste. Le front commun, lui, serait composé de toutes personnes ou organisations qui auraient signé le manifeste.

- Il faut souligner qu'un front commun plus intéressant prend beaucoup plus de temps à bâtir qu'un seul été.

Interne

- Campagne de désaffiliation à Bois de Boulogne

Recommandations : Afin d'éviter les campagnes de désaffiliations imprévues sur nos campus et d'être bien prêts et prêtes lorsqu'elles se présentent : nous suggérons de toujours publiciser ce que l'ASSÉ peut faire, de bien informer la population étudiante qu'elle est membre de l'ASSÉ et de valoriser notre contribution à la construction du mouvement national. Pour y arriver, tentez de toujours conserver de bon contact avec l'exécutif national et de favoriser la plus grande participation possible aux instances et actions de l'ASSÉ.

Externe

- Un travail externe important est fait avec plusieurs groupes aux champs d'action très diversifiés. Premièrement, notre collaboration avec Tadamon! est toujours très active : des ateliers dans vos campus devraient s'organiser sous peu et un feuillet explicatif de l'apartheid Israélien a été produit. Deuxièmement, plusieurs groupes communautaires s'activent afin de créer une coalition contre la précarité dans laquelle nous avons intégré certaines revendications contre la privatisation. Les groupes faisant partis de la coalition sont : le Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi (MASSE), le Projet Genève, l'Organisation Populaire des Droits Sociaux (OPDS) et nous.

- Le travail externe avec les associations non membres de l'ASSÉ est aussi prometteur pour l'année en cours. La distribution de l'Ultimatum et la présence au Camp de formation d'associations étudiantes d'associations non membres sont de bons indicateurs.

3. Transition

Permanence

- La transition s'est bien produite. Toutefois, il est conseillé que la partie « participation aux réunions » soit beaucoup moins longue. Véronique Martineau aurait préféré avoir ce temps seulement avec Valérie Soly. Évidemment, le Conseil exécutif l'aide beaucoup à saisir le rôle qu'elle doit prendre.

Exécutif

- Rien à relater, tout s'est bien déroulé.

4. Matériel d'information

Ultimatum

- L'Ultimatum de la rentrée a été publié dans les temps pour la rentrée des cégeps.

- Les débats entourant la production de la revue se sont déroulés à l'avance afin de ne pas répéter les erreurs de l'année précédente. Il fut décidé que la revue soit plutôt à thématiques intemporelles.

-La distribution des Ultimatums de la rentrée s'est bien déroulée et était bien organisée avec les tournées.

Autres

- Beaucoup d'autres matériels d'information ont été produits pendant la saison estivale : un feuillet sur l'apartheid israélien, un feuillet sur la campagne, un feuillet pour les affiliations, un feuillet « Qu'est-ce que l'ASSÉ », des collants, des macarons, une affiche et un feuillet pour la formation sur la campagne. (Pour plus d'information, consultez le procès-verbal du Conseil de Coordination du 14 août 2008)

5. Conclusion

Mettre sur pied une campagne nécessite de bâtir une vaste campagne d'information. Les besoins sont énormes, mais les ressources sont réduites. L'ASSÉ ne peut survivre si ses membres ne s'impliquent pas dans ses structures, ses projets et ses actions. De nombreuses collaborations sont nécessaires pour mener à terme nos idées.

Conclusion anticipée : nous ne nous en sortirons pas trop mal pour l'ampleur du travail qui était à accomplir.

Ces conclusions et critiques sont des constats qui ont pu être faits de par le passé. Afin de ne pas répéter, année après année, les mêmes erreurs, il est important de remettre en cause certaines structures et certains fonctionnements. Il faut discuter de nos erreurs, mais il est beaucoup plus important de se donner les moyens de les régler.

Bilan comité femmes

Ce bilan concerne la période depuis le dernier congrès annuel jusqu'à présent.

Recherche privatisation

La collaboration fut difficile. Le comité femmes se trouvait dans une position à devoir prendre en charge l'analyse féministe de la majorité des parties, incluant à trouver les collaboratrices et les collaborateurs qui allaient le faire. Cette collaboration a miné notre distribution d'énergie à des endroits qui étaient plus cruciaux à ce moment-là. Vu cette charge immense de travail, il y a eu peu d'analyse féministe intégrée à la recherche effectuée.

Maquette d'affiches pour la promotion des comités femmes locaux

Il y a eu trois maquettes de produites, cependant dû à un manque de suivi et de priorisation (considérant le rassemblement des jeunes féministes), le projet n'est pas terminé.

Participation au Rassemblement pancanadien des jeunes féministes Toujours RebELLEs

Le comité femmes s'est chargé de la présence de l'ASSÉ sur le comité organisateur du Rassemblement. Ce fut une organisation qui fut très motivante et qui a permis une visibilité à l'ASSÉ parmi les groupes féministes. De plus, l'événement en soi fut un assez grand succès, accueillant environ 530 femmes à travers le Canada de chaque province et territoire. L'événement a culminé avec l'adoption d'un manifeste des jeunes féministes canadiennes.

Tournées d'appels des comités femmes locaux

Des tournées d'appels des différents comités femmes locaux ainsi que la visite à un comité femmes furent effectuées. La possibilité de se rencontrer fut discutée, mais la mobilisation pour la manifestation pancanadienne pour le droit à l'avortement et le rassemblement Toujours RebELLE furent priorisées autant par les comités femmes locaux que par nous.

Pamphlet C-484

Ce pamphlet ne fut pas produit par le comité femmes. Par contre, nous avons participé à la manifestation ainsi que soutenu le comité d'organisation en leur donnant la possibilité d'imprimer du matériel d'information à l'ASSÉ.

Renouvellement du site internet

Mandat non fait, pas de temps avant le Rassemblement, surtout suite à la surcharge de travail suite à une démission.

Contribution à la revue

Nous n'avons pas pu soumettre notre article à la revue.

Démissions

Jusqu'à aujourd'hui, il y aura eu trois démissions du comité femmes. Par contre, cela ouvre aussi la porte à d'autres femmes motivées, pleines d'énergie à s'y impliquer.

Manifeste « Pour un système public, libérons-nous du privé! » suite au consultation des associations étudiantes membres

Pour un système public, libérons-nous du privé!

Le libéralisme économique règne à l'échelle du globe. Les entreprises multinationales et les grandes institutions financières règlent l'ordre du jour des États en fonction de leurs besoins particuliers. Les gouvernements ne sont que la courroie de transmission de cette vision qui confond bien commun et intérêts capitalistes.

Le Québec, dont le gouvernement tente d'imposer ses mesures néolibérales sous le couvert de la nécessité économique et de la fatalité, n'est pas épargné. Dans le secteur public, le gouvernement cède la place aux entreprises privées pour masquer le choix idéologique qui sous-tend les baisses d'impôts, plongeant dans la précarité une part croissante de la population. Il est urgent d'établir un système juste et progressif d'imposition dans le but de financer correctement notre devenir collectif.

L'élite politique et économique prône des valeurs destructrices : la concurrence entre les différents acteurs et les différentes actrices de la société, la rentabilité au détriment de la justice sociale, la productivité au grand dam d'un environnement sain, bref, la soumission de la vie en collectivité au capital et au profit. Leurs intérêts nous sont présentés comme la solution à nos problèmes : arrêtons de nous faire bernier. Il nous faut plus que jamais dans nos milieux, nous mobiliser et réaffirmer nos positions face à une élite de plus en plus arrogante.

Les attaques subies par le système public de santé sont un exemple flagrant du règne d'une vision qui privatise les gains pour collectiviser les pertes. L'éducation, le transport ainsi que l'ensemble des services publics n'y échappent pas : le gouvernement délaisse ses responsabilités pour se soumettre aux lois du libre marché. On voit apparaître des programmes d'études conçus sur mesure pour des entreprises privées. Les cafétérias et autres services sont devenus la propriété de grandes entreprises. Dans nos milieux de vie et de travail, privé comme public, les entreprises privées sont omniprésentes et nous bombardent constamment de propagande économique. C'est pourquoi nous revendiquons une gestion et un financement de nos services publics complètement libres de l'intervention des entreprises privées.

La mauvaise gestion et le sous-financement ont servi d'alibi au gouvernement afin d'offrir plus d'emprise aux entreprises privées dans nos programmes sociaux. Ces entreprises, obnubilées par le profit, offrent des produits et services dont le coût et la qualité sont souvent inférieurs au public, tout en offrant des conditions de travail peu enviables à leurs employé-e-s. L'extension du privé touche particulièrement les femmes, qui représentent les trois quarts des employées au sein des services publics. Elles se retrouvent par conséquent plus affectées par les coupures dans la qualité de leurs conditions de travail, mais aussi par la diminution de l'accessibilité aux services publics. Cette situation a assez duré : nous ne pouvons pas laisser s'étendre les injustices sociales et les

discriminations sexistes et économiques.

Nuisible, la logique privée s'oppose à une conception solidaire de la société : l'individualisme y est encouragé, la responsabilité se limite au chacun-pour-soi, et l'entreprise privée semble être l'unique source de valeur. Pourtant, alors que les richesses s'accumulent en haut de la pyramide sociale, la population n'en bénéficie aucunement.

Sur les campus, dans nos hôpitaux, nos autobus et nos salles de cours, les intérêts du marché possèdent maintenant plus d'influence que nous-mêmes. Le droit au profit est mieux défendu que le droit à des conditions matérielles et intellectuelles décentes. Les gains des mouvements sociaux du passé sont menacés, voire même complètement niés. Reprenons notre société en main!

Notre réflexion sur l'avenir de la société ne sera entendue que par une mobilisation massive. Nous dénonçons les intérêts et la logique du privé dans les institutions publiques. Pour prévenir et empêcher cette ingérence du privé, nous revendiquons un réinvestissement public massif dans les services publics, mais aussi que soit rétablie la primauté de l'être humain sur les dollars, et ce, à tous les niveaux. Pour ce faire, il faut exclure les entreprises privées des différentes instances décisionnelles et établir un processus démocratique participatif qui donnera les moyens à tous et toutes de prendre en main leur destin collectif.

Parce qu'aucun gain ne s'est jamais fait dans le calme et le silence, rappelons au gouvernement ses responsabilités sociales.

Rassemblement du monde de l'éducation

Bilan du Rassemblement pour le monde de l'éducation

par Alex Desrochers et Hubert Gendron-Blais

Depuis janvier 2008, l'ASSÉ participe à des discussions pour rassembler autour d'un projet commun l'ensemble des acteurs et actrices du monde de l'éducation. Nous vous présentons un résumé des diverses actions entreprises pour le Rassemblement du monde de l'éducation depuis le dernier Congrès afin de faire ressortir le discours et les moyens d'action de l'ASSÉ. Dans le présent bilan, vous trouverez des précisions sur l'élaboration de la plate-forme, les actions, ainsi que des points forts et points faibles qui vous permettront de juger de l'avancement actuel de la situation. Vous trouverez la plus récente version du document de travail de la plate-forme après ce texte.

Retour et rappel : l'origine du Rassemblement

En janvier 2008, l'ASSÉ a été approchée par deux représentants de la CSN pour participer à la construction d'une sorte de front de commun des actrices et acteurs du monde de l'éducation au Québec. Le but du rassemblement était aussi simple que difficile à réaliser : réunir sur une base commune l'ensemble des acteurs et actrices de l'éducation québécoise, tous niveaux confondus, pour interpeller le gouvernement et sensibiliser la société à la crise actuelle de l'éducation tout en proposant des solutions viables et progressistes. À ce jour, les organisations participant au processus sont la CSN, la CSQ, la FAE, la FAC, divers syndicats universitaires (FPPU[1], FQPPU[2], SPGQ[3]), les fédérations étudiantes, ainsi que les organisations qui représentent les adultes aux études (MQAF[4], FAEUQEP[5]).

Dès les premières rencontres, un fonctionnement clair fut établi : toutes les décisions politiques allaient relever du comité de coordination (composé d'une personne par organisation), alors que la logistique allait être laissée à un comité d'organisation (comité réduit, sur lequel nous siégeons avec la CSN et la CSQ) alors que l'élaboration des documents de travail était laissée à un comité de rédaction (composé de la CSQ, de la FECQ et d'un rédacteur externe embauché).

Les diverses organisations participantes ont d'abord eu comme tâche de colliger leurs priorités dans un document synthèse. Les diverses positions furent présentées en juin 2008, puis rassemblées dans un document synthèse par le comité de rédaction.

Les rencontres qui suivirent (septembre-octobre) n'abordèrent pas le contenu du document, mais plutôt sa forme (on cherchait à s'entendre sur des constats communs avant de débattre des positions concrètes). Les discussions sur le budget, l'événement de janvier 2009 et l'introduction du document

purement montrer deux tendances : d'un côté, les organisations souhaitant seulement produire un document consensuel qui servirait de base pour organiser un grand événement public de type conférence-spectacle, de l'autre, les organisations désireuses de produire un document critique et cohérent (quitte à ce que certaines organisations s'en dissocient) qui servirait de base de mobilisation à partir de l'événement de janvier 2009. Alors que nous nous trouvons dans le second groupe avec la FAE, la FAC et quelques alliés, la majorité des organisations semblaient plus soutenir la première option ou ne s'étaient pas positionnées sur la question.

La dernière rencontre fut la première à réellement aborder les propositions des organisations. Cette rencontre n'a fait que montrer tout le chemin que nous avons à faire pour obtenir une plate-forme à la fois critique et cohérente, unificatrice sans être consensuelle à tout prix.

Au niveau du budget, la participation des organisations étudiantes a été chiffrée à 1 % du budget total. Nous pouvons donc prévoir que notre participation au rassemblement devrait se chiffrer à environ deux cents dollars pour l'événement. Il va sans dire que ce montant pourrait augmenter si le Rassemblement continue avec l'organisation de manifestations, etc.

État actuel du texte de la plate-forme

Vous trouverez le document de travail dans son état actuel en annexe. Notre analyse en fait ressortir notamment l'absence de débat de fond et la primauté des revendications monétaires. En effet, il semble que les organisations présentes cherchent à défendre leurs revendications tout en maintenant à tout prix l'unité entre elles, ce qui évacue toutes les questions conflictuelles (souvent fondamentales) au profit d'assertions vagues. Un bon exemple est la formulation « défendre l'accessibilité via prêts et bourses » faute de tenir un débat sur une position à tenir face aux frais de scolarité, et ce, pour s'assurer de garder à la table à la fois les fédés et nous. Un second point à mentionner est la primauté du caractère monétaire des revendications : bon nombre d'organisations semblent vouloir axer tout l'exercice sur la seule obtention de fonds supplémentaires, et ces considérations transparaissent grandement dans le texte.

Il est à noter que notre alliance avec la FAC et la FAE, qui partagent notre point de vue sur l'état actuel du texte, fait que nos critiques pour une plus grande politisation du texte sont bien soutenues, sans que l'ont ait pu voir des modifications positives sur le fond. On semble toutefois avoir de nombreux alliés par rapport à nos revendications. Il est juste difficile de dire, au moment d'écrire ces lignes, quelle sera la tournure définitive que prendra le texte puisque nous n'avons traité que de trois points litigieux sur sept, et ce, sans qu'une décision finale ait été prise.

Et les actions?

Pour l'instant, la principale action du rassemblement se limitera à un grand événement intérieur en janvier 2009 (les syndicats veulent louer le palais des Congrès) rassemblant des membres de nos organisations et du public pour lancer le texte de la plate-forme. L'événement devrait comprendre des présentations de représentantes et représentants ainsi qu'un spectacle.

Il va sans dire que nous avons depuis le début tenté de politiser l'événement et d'en diminuer l'aspect happening syndical spectaculaire. Pour ce faire, nous avons emprunté deux voies : la première est de pousser pour une action ou une manifestation avant le rassemblement (qui deviendrait alors un espèce de happening postaction). La seconde voie, sur laquelle nous avons mis plus d'emphase, aura été de pousser pour que des actions et manifestations aient lieu après le happening de janvier. L'idée est de faire de cet événement non pas l'aboutissement, mais le point de départ d'une mobilisation sur la base de la plate-forme.

Encore une fois, la FAC et la FAE nous appuient sur ce dernier point, alors que d'autres organisations vont clairement dans l'autre direction. Bon nombre d'organisations demeurent cependant indécises sur la question : certaines sont d'accord avec nous, mais ne savent pas comment « aller plus loin » alors que d'autres trouvent qu'un happening est suffisant et disent qu'ils n'ont aucun moyen de mobiliser pour autre chose.

La date prévue pour l'événement serait le 31 janvier. Nous avons souligné à plusieurs reprises en quoi cette date tombait mal pour nous, non seulement dans le déroulement de notre plan d'action annuel, mais surtout parce que les étudiants et étudiantes du cégep n'auront pas (ou depuis très peu seulement) recommencé leurs cours.

Il va sans dire que notre présence autour de cette table vise à continuellement tenter de politiser les actions entreprises, de la rapprocher des membres et de viser qu'elle constitue un acte politique qui viendra imposer le débat sur l'éducation au Québec. Nous ne sommes pas seuls dans cette tâche : certains et certaines délégué-e-s parlent même d'orienter le 1^{er} mai prochain sur l'éducation, comme ce fut le cas pour la santé l'an passé.

Les points positifs et négatifs

La lecture des précédentes lignes vous aura déjà fait comprendre globalement quels sont les points positifs et négatifs du Rassemblement pour l'ASSÉ. Il convient pourtant de les préciser avant de se prononcer sur la question.

D'abord, le Rassemblement prend du temps. Depuis la démission de Geneviève Gariépy et le retrait de Jean-Sébastien Ranger, les auteurs de ce texte sont les seuls à assister aux rencontres et à éplucher les documents (malgré l'aide apportée par leurs équipes respectives : l'exécutif et le Comité aux luttes sociales). Non seulement il s'avère difficile de préparer chaque rencontre (vu le grand nombre d'autres tâches que nous avons à accomplir), mais nous nous questionnons aussi sur la diffusion du rassemblement. En effet, si nous ne sommes que deux à nous occuper du dossier, comment pourrions-nous véritablement mobiliser les membres si nous parvenons à politiser les actions? L'idée d'un article dans l'Ultimatum nous est venue en tête, et c'est aussi dans cette visée que nous en traiterons au Congrès.

Il nous faut aussi mentionner le côté négatif de l'esprit « union à tout prix » qui règne autour de la table. Il faut comprendre qu'en effet, le seul fait de rassembler toutes les organisations du monde de l'éducation autour d'une même table est une première, mais bon nombre d'organisations semblent s'arrêter à ce point et préserver à tout prix cette unité relative, même s'il faut pour cela diluer les revendications du document.

Découlant de ce constat, il nous faut mentionner que notre présence autour de la table facilite grandement nos relations avec les syndicats et nous a même permis de nous faire connaître davantage : or un retrait de notre part viendrait à coup sûr jeter une douche froide sur ces relations, voire même compromettre les contacts patiemment établis depuis des années avec les organisations syndicales. Sans parler de l'impact qu'un tel retrait aurait sur notre campagne annuelle : comment prôner un front commun si on s'exclut de la seule tentative de front commun existante? Sommes-nous en train de nous enfermer nous-mêmes dans le processus? Précisons aussi que notre départ aurait pour effet d'isoler davantage la FAE et la FAC, voire même de faire disparaître le pôle plus radical du rassemblement.

Finalement, on ne peut passer sous silence la présence des fédérations étudiantes. Celles-ci poussent leur argumentaire comme nous, et la présence du MQAF et de la FAEUQEP (qui vivent entre nous et les fédérés selon le dossier) ne change pas grand chose aux rivalités. On peut par contre dire que l'on a jusqu'à maintenant un bon rapport de force avec elles au niveau du discours, malgré la présence de la FECQ sur le comité de rédaction (ce qui explique peut-être l'inconsistance du document). Or, il viendra un moment où nous devons choisir : veut-on poursuivre dans le Rassemblement même si les fédérés y sont ce qui implique peut-être que le positionnement du Rassemblement sur nos désaccords avec les fédérés tombe entre les deux options de manière un peu floue et diluée, ou préfère-t-on tenir à notre vision au point de lancer un fracassant : « les fédérés ou nous! » qui se solderait de manière réaliste par notre départ?

D'un point de vue plus positif, le Rassemblement constitue un levier de rapprochement sans précédent avec les différents syndicats du monde de l'éducation. Non seulement il nous donne la chance de discuter avec l'ensemble des acteurs et actrices d'un seul coup (ce qui nous sauve beaucoup de temps), mais il nous a aussi permis de comprendre des rapports de forces et d'influences entre les organisations qui auraient été impossible de percevoir en les rencontrant une à une. De plus, l'ASSÉ sort gagnante de ces discussions à la fois au niveau des opportunités de contacts, abonnements pour l'Ultimatum, visibilité, diffusion de notre discours, etc.

Mentionnons aussi que peu importe son issue, le Rassemblement nous aura permis de faire des rapprochements sans précédent avec la FAC et la FAE. Au-delà de notre sympathie mutuelle, nous travaillons vraiment ensemble sur les dossiers, ce qui favorise notre collaboration à tous les niveaux.

Finalement, il nous faut ajouter que comme à l'habitude lorsque nous participons à de tels événements, le discours de l'ASSÉ vient radicaliser l'ensemble de l'exercice. À la fois au niveau des revendications et des moyens d'action, que ce soit sur des problématiques spécifiquement étudiantes ou traitant du monde de l'éducation en général, notre discours constitue un pôle d'idées qu'aucune autre organisation ne représente. Il ne faudrait pas se surprendre de voir le Rassemblement sombrer dans le corporatisme et la gestion sociale-démocrate « réaliste » si nous quittons la table.

Recommandations

Nous avons peu de recommandations à soumettre au Congrès, si ce n'est que de continuer le processus en demeurant très vigilantes et vigilantes et en ne perdant pas de vue nos objectifs et surtout la primauté de notre campagne sur toute autre action.

Or puisque le Rassemblement est prévu pour le 31 janvier, le Congrès ne pourra se prononcer sur la question avant cette date, à moins qu'une décision finale soit prise en fin de semaine. Pourtant, toute forme de décision finale, au moment d'écrire ces lignes, nous apparaît comme préméditée. Bien que certaines tendances se dégagent, nous ne sommes pas assez avancé-e-s dans le processus pour vraiment spéculer sur son dénouement.

C'est pourquoi nous recommandons au Congrès de préciser nos « conditions de participation »^[6], soit en terme d'un budget maximal, d'un type d'action souhaité, etc. afin que le Conseil de coordination, suite à une tournée d'appel des assos, prenne une décision éclairée sur le sujet.

[1] Fédération du personnel professionnel universitaire

[2] Fédération québécoise des professeures et professeurs du Québec

[3] Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec

[4] Mouvement québécois des adultes en formation

[5] Fédération des associations étudiantes québécoises en éducation permanente

[6] Ces conditions, jusqu'à maintenant, étaient que a) Le texte reflète les principes et revendications de l'ASSÉ, b) Que les actions débouchent sur une mobilisation effective. Pour l'instant, aucune de ces options n'a été évacuée, ce qui fait que nous continuons de participer au Rassemblement.

Version préliminaire du manifeste du rassemblement du monde de l'éducation (en date du 15 octobre 2008)

FAIRE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE LA PRIORITÉ NATIONALE DU QUÉBEC

Il y a un demi-siècle maintenant, à l'occasion de la Révolution tranquille, le Québec prenait conscience de l'importance cruciale de l'éducation dans la vie des individus comme dans celle des nations.

La grande réforme démocratique de l'éducation

Dans la foulée du rapport de la Commission Parent, le gouvernement du Québec réalisait une grande réforme de l'éducation afin de la démocratiser, d'en accroître la qualité, d'en assurer l'accessibilité. L'objectif de cette réforme était clair : assurer l'égalité des chances dans notre société en donnant à chacun la possibilité de s'instruire, en particulier en rendant accessibles à tous les études supérieures. L'éducation était désormais considérée comme un bien commun. Elle devenait un service public essentiel. L'État québécois en assumerait dorénavant la responsabilité, le développement, le financement.

Un immense effort collectif, sans précédent dans notre histoire, était entrepris : le ministère de l'Éducation était créé; les polyvalentes, de même que les réseaux des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) et de l'Université du Québec, étaient mis sur pied; les ordres d'enseignement, les programmes, les méthodes pédagogiques et la formation des maîtres étaient revus en profondeur; la fréquentation scolaire devenait obligatoire jusqu'à l'âge de quinze ans et l'éducation des adultes devenait une priorité; la gratuité des études était instaurée pour le primaire, le secondaire et le collégial alors qu'un programme d'aide financière était institué pour les étudiantes et les étudiants des collèges et des universités.

Des résultats positifs indéniables

Grâce à cette réforme, des pas de géant ont été accomplis en matière de scolarisation et d'accès à une éducation de qualité :

- le Québec possède aujourd'hui les réseaux de services à la petite enfance et de garde en milieu scolaire les plus développés et les plus accessibles de toute l'Amérique du Nord;
- l'éducation préscolaire à temps plein pour les enfants de cinq ans a été généralisée;
- alors qu'au début des années 1960, environ 40% des enfants ne terminaient même pas leur cours primaire, le taux de réussite est maintenant de 100%;

- alors qu'à peine 50% des enfants accédaient à l'école secondaire et qu'aussi peu que 14% d'entre eux obtenaient leur diplôme, tous les jeunes entreprennent désormais des études secondaires; 70% d'entre eux décrochent leur diplôme et, grâce à l'éducation des adultes, ce taux grimpe par la suite à 86%;
- alors que seulement 16% des jeunes faisaient des études collégiales, on atteint aujourd'hui un taux de 60% et près de 40% des jeunes obtiennent leur diplôme d'études collégiales;
- alors que le pourcentage de la population qui accédait aux études universitaires était de 5%, il est aujourd'hui de 25%.

Cette démocratisation de l'éducation a permis au Québec de combler son désastreux retard historique et d'entrer dans la modernité. Elle a permis à des générations de Québécoises et de Québécois de s'instruire, d'acquérir un sens critique, de devenir des citoyennes et des citoyens libres, autonomes et responsables. Toute notre société en a bénéficié. Les remarquables progrès réalisés par le Québec dans les décennies qui ont suivi ont été largement les fruits de cette réforme démocratique et du service public d'éducation créé pour la mettre en œuvre.

Une remise en question aux conséquences désastreuses

Cependant, sous l'impulsion des tenants de l'idéologie néolibérale, le projet éducatif démocratique du Québec est depuis plusieurs années gravement menacé. À en croire certains, de l'école primaire à l'université, le service public d'éducation souffrirait de tous les maux. La confiance des citoyennes et des citoyens envers nos institutions publiques s'en trouve ébranlée. Les conséquences de cette remise en question sont désastreuses.

Les valeurs humanistes d'égalité, de solidarité, de justice sociale et de coopération qui ont inspiré la démocratisation de l'éducation au Québec, ces valeurs que nous partageons toujours avec conviction et fierté, ces valeurs qui, aujourd'hui comme hier, devraient être au cœur du service public d'éducation, sont battues en brèche à tous les ordres d'enseignement.

Notre système d'éducation se laisse entraîner sur la pente dangereuse de la marchandisation et de la privatisation. Les impératifs de l'entreprise privée, ses valeurs et ses pratiques centrées sur la compétition et la recherche de profits, se répandent au cœur même de nos institutions. Dans cette logique, on sacrifie souvent la formation générale des citoyennes et des citoyens à l'acquisition de compétences à court terme pour satisfaire aux besoins immédiats des entreprises.

Une concurrence aussi excessive que coûteuse se propage entre les établissements qui, plutôt que de coopérer au mieux-être éducatif, se disputent les programmes et les «clientèles», car c'est ainsi que l'on appelle désormais les jeunes dans nos écoles, nos cégeps, nos universités.

Largement financés par des fonds publics, les établissements d'enseignement privés sont en pleine expansion. Dans une vaine tentative de les concurrencer, les établissements publics multiplient les projets pédagogiques sélectifs qui dénaturent leur mission.

Une ségrégation scolaire inacceptable

Dans son rapport final publié en 1996, la Commission des États généraux de l'éducation soulignait déjà que «la préoccupation à l'égard de l'égalité des chances a cédé le pas à l'élitisme (...) avec ses pratiques de sélection, créant sa minorité d'élus et son contingent d'exclus». Cette dérive n'a cessé de prendre de l'ampleur au cours des dernières années de sorte qu'une véritable ségrégation scolaire s'installe dans notre société.

Près de la moitié de la population éprouve des difficultés à fonctionner dans notre «société du savoir». Dans les quartiers les plus pauvres des villes comme dans certaines régions où le taux de chômage est élevé, le pourcentage des élèves qui décrochent dépasse 50%. Il est deux fois plus élevé dans les écoles secondaires des milieux démunis que dans celles des milieux aisés. Aux prises avec des classes surchargées où sont intégrés sans soutien professionnel adéquat les élèves en difficultés et les nouveaux arrivants, les écoles publiques et les centres d'éducation des adultes qui oeuvrent dans ces milieux peinent à contrer le décrochage et à assurer la réussite scolaire du plus grand nombre.

Peu nombreux sont les jeunes issus des classes sociales modestes qui entreprennent des études supérieures. En 2001, à peine 35% des 18-34 ans dont les parents avaient un revenu inférieur à 25 000\$ étaient inscrits au cégep et 18% à l'université contre 50% au cégep et 37% à l'université pour les jeunes issus de familles dont le revenu dépassait 100 000\$. La hausse des frais de scolarité et des frais dits «afférents», jumelée aux graves insuffisances du régime public d'aide financière qui obligent un nombre croissant de jeunes à occuper des emplois au détriment de leurs études, ne concourent pas à l'égalité des chances dans notre société. Comme n'y contribuent pas la réduction de l'offre de services dans les régions éloignées, la diminution de l'encadrement pédagogique et du soutien professionnel, de même que la dévalorisation de l'enseignement et des services aux collectivités au profit de la recherche subventionnée, qui caractérisent l'évolution récente de nos institutions d'enseignement supérieur.

Dans notre société qui se gargarise de son ambition de construire une «économie du savoir» tout en craignant une pénurie de main d'œuvre qualifiée, l'accès à l'éducation des adultes et à la formation continue demeure scandaleusement limité. On ne parvient même pas à se doter d'une politique adéquate et uniforme de reconnaissance des acquis et des compétences. La participation des adultes québécois à la formation continue ne cesse d'accuser du retard par rapport à celle des adultes canadiens.

L'urgence d'agir

En réalité, le projet éducatif démocratique et le service public d'éducation ne sont plus de véritables priorités. Se satisfaisant d'en gérer les contradictions et les problèmes, l'État québécois renonce à assumer la maîtrise d'œuvre du système d'éducation. Il abandonne son développement aux valeurs et aux modèles de l'entreprise privé. En témoigne en particulier le sous-financement dont souffre depuis trop longtemps, du préscolaire à l'université, le service public d'éducation.

C'est pour toutes ces raisons que, nous qui étudions dans les institutions d'enseignement du Québec, nous qui, du préscolaire à l'université, y travaillons, manifestons notre profonde inquiétude face à la dégradation du système public d'éducation et notre conviction qu'il faut agir de toute urgence pour faire de sa relance la grande priorité nationale du Québec.

Nous lançons aujourd'hui un appel pressant à la population, aux partis politiques et au gouvernement du Québec pour que soient mises en œuvre avec détermination les dix propositions d'action suivantes.

1. Renouer avec le projet éducatif démocratique

En reniant les valeurs humanistes en éducation, en encourageant la marchandisation et la privatisation de l'enseignement, en finançant la concurrence et la ségrégation scolaires, en laissant se détériorer dans le système public les conditions d'apprentissage des jeunes et des adultes, de même que les conditions de travail du personnel, l'État québécois adhère dans les faits à une vision néolibérale et élitiste de l'éducation. Il contribue au développement d'une société duale, d'un Québec à deux vitesses, avec les graves conséquences sociales que cela entraîne.

Face aux défis politiques, culturels, environnementaux et socioéconomiques majeurs qu'elle doit relever dans les années à venir, la nation québécoise commet une erreur magistrale en s'égarant dans cette voie qui exclut des bienfaits d'une éducation de qualité une partie importante de ses citoyennes et citoyens.

Le Québec doit renouer avec son projet éducatif démocratique et réaffirmer avec force que l'éducation est un bien public. Le gouvernement doit en faire la priorité nationale et soutenir avec fermeté le développement d'un système public de qualité, universel, accessible et gratuit, en le préservant des étroites logiques comptables, des concurrences malsaines et des pressions élitistes des tenants du «chacun pour soi» néolibéral.

2. Promouvoir et renforcer l'enseignement public

Si le choix d'un enseignement privé pour ses enfants est un droit individuel reconnu, ce droit n'entraîne nullement l'obligation pour l'État d'en assurer le financement. Par exemple, ni les États

américains ni la plupart des provinces canadiennes ne versent la moindre subvention à leurs écoles privées. Au contraire, les subventions de l'État québécois sont parmi les plus généreuses au monde. Un élève du privé est ici financé à la hauteur de 60% de la subvention versée pour un élève du public. En 2004-2005, cela représentait 375 millions de dollars pour le préscolaire, le primaire et le secondaire, sans compter le financement public du transport scolaire pour les élèves du privé.

En finançant ainsi grassement un système privé qui pratique la ségrégation scolaire sur la base des revenus des parents, de leurs croyances religieuses et des résultats scolaires des élèves, qui refuse et rejette les élèves qui éprouvent des difficultés, non seulement l'État québécois bafoue-t-il les valeurs de justice sociale et d'égalité des chances dans notre société, mais il prive le système public de ressources qui lui font tragiquement défaut. Alors que de nombreuses études pédagogiques démontrent que l'intégration d'élèves plus performants dans une classe profite aux élèves qui éprouvent des difficultés, sans que les premiers perdent au change de la réussite, ce soutien à la ségrégation scolaire foule aux pieds les valeurs de solidarité et de coopération qui doivent prévaloir dans une société démocratique.

Le Québec doit miser sur la justice sociale, l'égalité des chances, la solidarité et la coopération. Il doit promouvoir et renforcer son service public d'éducation. Pour ce faire, le gouvernement doit progressivement cesser de subventionner le système d'enseignement privé et procéder à son intégration et à celle de son personnel au système public d'éducation.

3. Baliser les rapports entre éducation et entreprise privée

Aux niveaux secondaire, collégial et universitaire, une collaboration a toujours existé au Québec entre les établissements et les entreprises, par exemple pour l'organisation de stages. Dans l'élaboration des programmes de formation professionnelle et technique, elles sont aussi bien sûr consultées. Toutefois, quand certaines entreprises privées, profitant du sous-financement de l'éducation et du laxisme de l'État, envahissent les établissements de leur publicité, exigent une exclusivité de vente pour leurs produits, réclament que les pavillons universitaires portent le nom de leur propriétaire, revendiquent la majorité des sièges dans les conseils d'administration, imposent leur mode de gestion, frappent d'interdit de publication des résultats de recherche qui leur déplaisent et pèsent de tout leur poids pour que la formation générale soit sacrifiée à la satisfaction de leurs besoins immédiats en main-d'œuvre, c'est la mission démocratique même de notre système d'éducation qui se trouve menacée.

Les rapports entre le monde éducatif et la sphère économique ne peuvent plus être laissés au hasard d'un tel développement néolibéral. La mission du service public d'éducation doit être clairement distinguée des impératifs de la concurrence économique. L'État québécois doit réaffirmer avec force l'importance de la formation générale et de la formation scientifique de base face à l'instrumentalisation des savoirs. Il doit prendre des mesures fermes pour réglementer, à tous les ordres d'enseignement, les rapports entre les établissements d'enseignement et l'entreprise privée, notamment en balisant les partenariats et le financement de la recherche.

4. Se donner les moyens de combattre l'échec scolaire

Connaissant l'apport déterminant que représente aujourd'hui dans la vie d'une personne l'obtention d'une solide formation de base reconnue, non seulement pour participer au monde du travail mais pour s'épanouir et pour exercer une citoyenneté active, nous ne pouvons plus tolérer le véritable gâchis que constituent l'abandon et l'échec scolaires d'une partie importante de la jeunesse québécoise. Nous devons nous donner les moyens de les combattre.

Le réseau de l'éducation ne peut y parvenir seul. Un véritable élan de solidarité sociale doit se manifester. L'État québécois doit investir de façon beaucoup plus cohérente et substantielle pour réduire la pauvreté qui est largement à la source de l'abandon et de l'échec scolaires. Il doit mettre en œuvre un ensemble de moyens pour aider les familles démunies : hausse du salaire minimum, développement des logements sociaux, soutien accru aux familles monoparentales, mesures pour accroître l'accès aux activités culturelles et sportives, programmes d'aide alimentaire, etc. Il est inacceptable que des jeunes Québécoises et Québécois se présentent encore à l'école avec une autre faim que celle d'apprendre.

Pour réduire l'abandon et l'échec scolaires, de nombreuses études internationales le démontrent, il faut intervenir en amont de l'école, surtout auprès des enfants pauvres et des enfants issus de l'immigration. La prévention et le dépistage précoce, un véritable suivi auprès des parents, des mesures accrues de francisation et l'accès universel à des services de garde de qualité favoriseront sans conteste la persévérance et la performance scolaires dans les milieux défavorisés.

L'école publique, notamment dans les milieux défavorisés, doit enfin disposer d'une capacité beaucoup plus importante d'assurer à chacun une véritable égalité des chances. L'ouverture à tous des projets pédagogiques particuliers, une diminution du nombre d'élèves par classe, un ajout de ressources enseignantes et professionnelles afin de mieux encadrer et soutenir les élèves en difficulté, un développement des activités parascolaires, un accroissement de la qualité des services de garde scolaire, voilà autant de changements structurants qui contribueront à faire de nos écoles primaires et secondaires des milieux de vie motivants et tournés vers la réussite.

5. Consolider le réseau national des cégeps

En se dotant d'un réseau national de cégeps, le Québec a posé un geste crucial pour démocratiser l'éducation. Il a assuré l'accessibilité à l'enseignement supérieur sur l'ensemble de son territoire. Des centaines de milliers de jeunes ont profité de l'apport de ce réseau qui, de surcroît, a puissamment contribué au développement des régions.

Pourtant, son existence est périodiquement remise en question. Sa mission est fragilisée par les pressions exercées pour subordonner la formation aux besoins du marché du travail, par les velléités de l'État de se désengager de ses responsabilités, par une décentralisation excessive des activités d'apprentissage et des contenus qui met en péril la valeur du diplôme national et la mobilité des étudiantes et des étudiants, de même que par un sous-financement qui restreint l'offre de services, en

particulier dans les régions éloignées, et qui entraîne une concurrence stérile entre les établissements.

L'État québécois doit non seulement maintenir mais consolider le réseau national des cégeps, fondé sur la cohabitation de deux secteurs d'enseignement, préuniversitaire et technique, unis par une formation générale commune assurant l'accès à un fonds culturel essentiel à une réelle éducation citoyenne. Préservant une coordination nationale des programmes et un contrôle des passerelles entre les ordres d'enseignement, favorisant la coopération entre les établissements, finançant les programmes d'études sur la base des coûts réels, l'État doit garantir dans toutes les régions une offre de services diversifiés et gratuits et une formation de qualité, équivalente et transférable partout au Québec, attestée par un diplôme national.

L'État doit également soutenir de façon beaucoup plus déterminée la persévérance et la réussite scolaires au niveau collégial en accroissant les ressources enseignantes et professionnelles pour assurer un encadrement pédagogique plus adéquat, en diminuant le ratio étudiants/enseignant et en augmentant la qualité des services complémentaires.

6. Revaloriser la mission fondamentale de l'université

Les universités subissent elles aussi d'intenses pressions de la part des tenants d'une approche néolibérale de l'éducation. Elles sont incitées à «produire» rapidement une main-d'œuvre répondant aux attentes des entreprises, de même que des chercheurs et des chercheuses soumis aux impératifs des pourvoyeurs de fonds. Cette obsession de former des acteurs économiques plutôt que des personnes aptes à prendre en main leur vie personnelle et professionnelle tout en contribuant à la construction d'une société démocratique est inquiétante pour l'avenir du Québec.

L'équilibre entre les trois dimensions de leur mission fondamentale – l'enseignement, la création et la recherche, les services à la collectivité – est rompue : malgré la hausse constante des inscriptions, la transmission des valeurs, des connaissances et des compétences est reléguée au second rang derrière la recherche subventionnée et inféodée à des intérêts commerciaux, alors que les services à la collectivité se résument de plus en plus aux services aux entreprises. Conditions pourtant essentielles du développement et de la diffusion d'un savoir libre et critique, l'autonomie des institutions, la liberté académique, l'indépendance de la recherche et la gouvernance collégiale par la communauté universitaire se trouvent de plus en plus affaiblies. Alimentée par le sous-financement, une féroce compétition, caractérisée par l'ouverture d'antennes universitaires sur le territoire des «concurrents» et par de coûteuses campagnes de recrutement, prend le pas sur la coopération.

L'État québécois doit mettre fin à cette marchandisation, ce véritable détournement de la mission éducative. Renforcer l'imputabilité des universités est une chose, en céder le contrôle aux gestionnaires du privé en est une toute autre. L'État doit au contraire réaffirmer et revaloriser la mission fondamentale de l'université comme service public, de même que son autonomie et sa liberté académique. Il doit aussi se faire l'instigateur d'une réelle collaboration entre les établissements pour accroître l'accessibilité aux études, la persévérance et la réussite scolaires sur tout le territoire.

7. Développer l'accès à l'éducation des adultes et à la formation continue

Alors même que l'évolution des connaissances, les transformations socioéconomiques et les changements technologiques s'accroissent et rendent chaque jour plus indispensable l'accès des adultes à l'éducation et à la formation continue, celles-ci demeurent les parents pauvres du système d'éducation au Québec. Les conséquences en sont dramatiques. Selon une récente enquête, 48,6% des Québécoises et des Québécois de 16 à 65 ans ne possèdent pas le seuil minimal pour fonctionner aisément dans la société actuelle.

Faute de financement, des milliers de personnes s'en voient refuser l'accès alors que des milliers d'autres piétinent sur des listes d'attente. L'engagement de l'État, la participation des entreprises, les mécanismes de reconnaissance des acquis et des compétences, notamment pour les personnes immigrantes, la coordination de l'offre de services entre les ordres d'enseignement, les services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement ne sont pas à la hauteur des besoins. Pour ne citer qu'un seul exemple, alors que les emplois pour lesquels une formation technique est exigée connaîtront le plus fort taux de croissance au cours des prochaines années, les cégeps n'offrent toujours pas une telle formation à temps partiel pour les adultes.

L'État québécois doit agir. Il doit reconnaître dans les faits à tous les adultes le droit à l'éducation et à la formation continue et donner au service public d'éducation les moyens d'assurer l'exercice de ce droit. Réglant d'urgence la question de la reconnaissance des compétences et des acquis, il doit développer l'accès à un éventail de programmes, de mesures et de services de qualité offerts dans différents lieux et par divers modes de formation. Il doit mobiliser les entreprises pour qu'elles investissent de façon beaucoup plus importante dans la formation de leur main-d'œuvre.

8. Améliorer la condition financière des étudiantes et des étudiants

L'un des obstacles majeurs à l'accès aux études supérieures et à la réussite de ces études est la condition financière déplorable dans laquelle se retrouvent plusieurs étudiantes et étudiants québécois.

Le programme gouvernemental d'aide financière aux études est clairement déficient. Pour ne donner que deux exemples de ses insuffisances, mentionnons d'abord que le calcul des coûts de subsistance n'a été que rarement ajusté à la hausse du coût de la vie au fil des ans de sorte qu'il ne correspond plus à la réalité depuis longtemps ; ensuite, le niveau de revenus d'une famille de deux enfants à partir duquel les parents devraient payer pour les études de leurs enfants se situe à 30 850\$, alors qu'il est de 65 000\$ au Canada !

La perspective de la gratuité scolaire inhérente au projet éducatif démocratique n'a jamais paru aussi lointaine. Après avoir subi une hausse moyenne de 362% des frais dit afférents entre 1993-1994 et 2007-2008, les étudiantes et les étudiants universitaires doivent «encaisser» depuis 2007 une augmentation de 30% des frais de scolarité répartie sur cinq ans. Selon une étude commandée par le gouvernement du Québec lui-même, cette seule augmentation empêchera entre 6 000 et 13 000 personnes d'accéder aux études universitaires.

Aux prises avec un programme d'aide inadéquat et des coûts d'études de plus en plus élevés, une forte proportion des étudiantes et des étudiants n'a d'autre choix que de travailler pendant leurs

études, avec les conséquences négatives connues sur la durée et la réussite de ces études, de s'endetter considérablement ou d'abandonner.

Au-delà de la question des frais de scolarité, il est essentiel d'engager au Québec une réflexion sociale beaucoup plus large sur l'ensemble de la condition financière de nos étudiantes et étudiants. L'État québécois doit se faire l'initiateur de cette réflexion comme il doit, de toute urgence, améliorer le programme d'aide financière aux études.

9. Reconnaître et valoriser le personnel de l'éducation

Si l'accès des jeunes et des adultes québécois à un service public de qualité s'est dégradé au fil des dernières années, les conditions de travail se sont aussi détériorées pour le personnel de l'éducation. L'absence de reconnaissance de son rôle social, les atteintes à son autonomie professionnelle, la croissance de la précarité d'emploi, la surcharge de travail, tout participe à dévaloriser et à démobiliser le personnel de l'éducation dont une partie alarmante souffre d'épuisement professionnel ou rend les armes.

L'amélioration des conditions d'apprentissage, préalable à la hausse de la réussite scolaire à tous les ordres d'enseignement, est intimement liée à l'amélioration des conditions d'exercice des professions et des métiers de l'éducation. Ce sont là deux facettes d'une même réalité.

Du préscolaire à l'université, l'État québécois doit remobiliser le personnel de l'éducation derrière le projet éducatif démocratique, lui redonner confiance et fierté. Il doit tout mettre en œuvre pour revaloriser son rôle et son travail. Cela passe par le respect de son autonomie professionnelle dans les classes, la reconnaissance de son expertise dans l'élaboration des programmes et dans la gestion de la vie des établissements, la fin de la précarité d'emploi, la mise en place de moyens pour favoriser l'attraction, l'insertion professionnelle, la formation continue, le maintien en emploi, ainsi que de meilleures conditions de fin de carrière.

10. Investir dans notre avenir collectif

Mettre en œuvre, du préscolaire à l'université, tous les changements qui s'imposent aujourd'hui en éducation dans notre société, cela implique que l'État québécois assume pleinement ses responsabilités démocratiques et se dote d'une véritable politique nationale de l'éducation publique réellement fondée sur les valeurs humanistes de justice sociale, d'égalité des chances, de solidarité et de coopération.

Cela implique aussi de mettre fin au sous-financement chronique qui a conduit le Québec dans le peloton de queue des provinces canadiennes en matière d'investissement en éducation par habitant. Simplement pour rattraper la moyenne canadienne, 700 millions de dollars de plus par année doivent être consacrés au préscolaire, au primaire et au secondaire. Seulement pour retrouver le niveau de financement qui existait avant les coupures fédérales de 1993, 300 millions de dollars de plus par

année doivent être consentis à l'enseignement collégial et 400 millions de dollars à l'enseignement universitaire, sans compter les 100 millions de dollars nécessaires pour accroître l'aide financière aux étudiantes et aux étudiants. C'est donc, tous comptes faits, 1,5 milliard de dollars d'investissements minimaux, soit à peu près l'équivalent des revenus annuels d'un seul des deux points de la TPS abandonnés par le gouvernement fédéral, que le gouvernement québécois a refusé de récupérer...

Faire de l'éducation publique notre priorité nationale, c'est choisir d'investir avec détermination dans notre avenir collectif et se donner les moyens d'affronter avec confiance les défis du XXIe siècle.

C'est sans hésiter que le Québec doit s'engager dans cette voie.

Le rassemblement du monde de l'éducation souhaite que les organisations suivantes signent le manifeste ci-dessous:

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

La Confédération des syndicats nationaux (CSN)

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

La Fédération autonome du collégial (FAC)

La Fédération des associations étudiantes universitaires du Québec en éducation permanente (FAEUQEP)

La Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU)

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

La Fédération québécoise des professeures et professeurs des universités (FQPPU)

Le Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)

Le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

**ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ
SYNDICALE ÉTUDIANTE**

2

RÉSULTATS

Exercice terminé le 30 juin 2008

(Non vérifié)

	Fonds général	Fonds d'entraide	TOTAL 2008	TOTAL 2007
PRODUITS				
Cotisations étudiantes	115 021 \$	6 054 \$	121 075 \$	118 437 \$
Instances	12 113	-	12 113	9 961
Matériels et dons	15 924	-	15 924	1 718
Activités de financement	3 463	-	3 463	4 280
	<u>146 521</u>	<u>6 054</u>	<u>152 575</u>	<u>134 396</u>
CHARGES				
Fonds d'entraide	-	2 500	2 500	5 075
Salaires et charges sociales	43 040	-	43 040	30 923
Information	22 812	-	22 812	22 110
Réclamation d'assurances	-	-	-	(3 860)
Instances	29 381	-	29 381	23 218
Mobilisation	16 884	-	16 884	17 811
Fournitures de bureau et papeterie	3 386	-	3 386	4 579
Assurances	2 201	-	2 201	2 051
Loyer	7 340	-	7 340	4 229
Télécommunications	9 164	-	9 164	7 104
Communications	3 221	-	3 221	2 972
Conseils régionaux	364	-	364	4 577
Honoraires professionnels	3 104	-	3 104	3 077
Frais légaux	-	-	-	3 000
Mauvaises créances	316	-	316	211
Subventions	-	-	-	1 800
Projets spéciaux	1 664	-	1 664	3 393
Frais bancaires	905	-	905	840
Affectations au fonds général	(3 401)	3 401	-	-
	<u>140 381</u>	<u>5 901</u>	<u>146 282</u>	<u>133 110</u>
RÉSULTAT NET	<u>6 140 \$</u>	<u>153 \$</u>	<u>6 293 \$</u>	<u>1 286 \$</u>

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 30 juin 2008

(Non vérifié)

	<u>Fonds général</u>	<u>Fonds d'entraide</u>	<u>TOTAL 2008</u>	<u>TOTAL 2007</u>
SOLDE AU DÉBUT	22 872 \$	847 \$	23 719 \$	22 433 \$
RÉSULTAT NET	<u>6 140</u>	<u>153</u>	<u>6 293</u>	<u>1 286</u>
SOLDE À LA FIN	<u>29 012 \$</u>	<u>1 000 \$</u>	<u>30 012 \$</u>	<u>23 719 \$</u>

Proposition de prévisions budgétaires 2008-2009

Prévisions budgétaires 2008-2009

	Prévisions 2008-2009 adoptées au Congrès annuel	Différence	Proposition prévisions budgétaires 2008-2009 Congrès automne
Revenus			
Cotisations	113 520,00 \$	- \$	113 520,00 \$
		- \$	
Instances	9 375,00 \$	- \$	9 375,00 \$
Congrès	6 075,00 \$	- \$	6 075,00 \$
Camps de formation	3 300,00 \$	- \$	3 300,00 \$
		- \$	
Dons	2 000,00 \$	- \$	2 000,00 \$
		- \$	
Activités de financement	420,00 \$	- \$	420,00 \$
		- \$	
Fonds des arrêté-e-s	- \$	- \$	- \$
		- \$	
Totaux	125 315,00 \$		125 315,00 \$
Dépenses			
Fonds d'entraide	6 676,00 \$	(1 000,00) \$	5 676,00 \$
Information	16 800,00 \$	650,00 \$	17 450,00 \$
Ultimatum et express	8 500,00 \$	(650,00) \$	7 850,00 \$
Revue Ultimatum	4 300,00 \$	- \$	4 300,00 \$
Matériel d'information	3 000,00 \$	800,00 \$	3 800,00 \$
Documentation & recherche	1 000,00 \$	- \$	1 000,00 \$
Recherche	- \$	500,00 \$	500,00 \$
Instances	16 000,00 \$	- \$	16 000,00 \$
Congrès	8 100,00 \$	- \$	8 100,00 \$
Camps de formation	4 400,00 \$	- \$	4 400,00 \$
Comités et CoCo	3 500,00 \$	- \$	3 500,00 \$
Mobilisation	15 000,00 \$	- \$	15 000,00 \$
Tournées & représentations	13 000,00 \$	- \$	13 000,00 \$
Matériel pour les actions	2 000,00 \$	- \$	2 000,00 \$

	Prévisions 2008- 2009 adoptées au Congrès annuel	Différence	Proposition prévisions budgétaires 2008-2009 Congrès automne
Bureau	21 000,00 \$	(6 500,00) \$	14 500,00 \$
Loyer	15 500,00 \$	(3 500,00) \$	12 000,00 \$
Assurances	3 000,00 \$	(3 000,00) \$	- \$
Fournitures	2 000,00 \$	- \$	2 000,00 \$
Informatique	500,00 \$	- \$	500,00 \$
Administration	3 700,00 \$	900,00 \$	4 600,00 \$
Honoraire professionnel	3 000,00 \$	900,00 \$	3 900,00 \$
Frais de caisse	700,00 \$	- \$	700,00 \$
Frais d'intérêt	- \$	- \$	- \$
Communication	9 200,00 \$	375,00 \$	9 575,00 \$
Télécommunications	7 000,00 \$	- \$	7 000,00 \$
CNW Telbec	1 200,00 \$	- \$	1 200,00 \$
Courrier	150,00 \$	75,00 \$	225,00 \$
Internet et site	850,00 \$	300,00 \$	1 150,00 \$
Employé-e-s	29 800,00 \$		39 000,00 \$
Permanence	29 800,00 \$	9 200,00 \$	39 000,00 \$
Conseils régionaux	1 500,00 \$	- \$	1 500,00 \$
CRAM	500,00 \$	- \$	500,00 \$
MASSE	500,00 \$	- \$	500,00 \$
CRAALL	500,00 \$	- \$	500,00 \$
Divers	1 800,00 \$	(500,00) \$	1 300,00 \$
Subventions	1 800,00 \$	(500,00) \$	1 300,00 \$
Fonds des arrêté-e-s			
Totaux	121 476,00 \$	(3 125,00) \$	124 601,00 \$
Surplus/(déficit)	3 839,00 \$	120 762,00 \$	714,00 \$

Tableau explicatif des prévisions budgétaires

Revenus	Prévisions adoptées au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008	Proposition de modifications des prévisions	Explications
Cotisations	113 520 \$	113 520 \$	Ce sont les prévisions adoptées pour 37 840 membres par session
Instances	Congrès : 6075 \$ Camp de formation : 3300 \$	6075 \$ 3300 \$	On a estimé le revenu à obtenir dans les congrès et camps de formation en comptant un autofinancement de 75 %.
Dons	2000 \$	2000 \$	
Financement	420 \$	420 \$	Cela s'effectue principalement par les abonnements à l'Ultimatum (aucun party/show de financement prévu).
Fonds des arrêté-e-s	0	0	

Dépenses	Prévisions adoptées au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008	Proposition de modification des prévisions	Explications
<u>Fonds d'entraide</u>	6676 \$	5676 \$	Statutairement, le fond d'entraide consiste en 5 % du montant des cotisations versées à l'ASSÉ, ce qui donne 5676 \$. Toutefois, lors du dernier Congrès, nous avons décidé de rajouter au fonds d'entraide 2008-2009, 1000 \$ du fond d'entraide 2007-2008 qui n'avait pas été dépensé. Cette proposition de modifications des prévisions budgétaires revient donc sur la proposition votée au dernier Congrès.
<u>Information</u> (Ultimatum & Express)	8500 \$	7850 \$	Nous l'avons adapté en fonction de la maquette d'Ultimatums proposée au CoCo du 10 septembre 2008.
<u>Information</u>	4300 \$	4300 \$	Montant prévu pour la production de la revue

Dépenses	Prévisions adoptées au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008	Proposition de modification des prévisions	Explications
(Revue Ultimatum)			2008-09.
<u>Information</u> (Matériel d'information)	3000 \$	3800 \$	Ce montant comprend des affiches (sur les affiliations, les comités femmes, le manifeste, la manifestation et les actions et contre la privatisation), des feuillets et tracts (sur le droit à l'avortement, la face cachée de la privatisation, la Palestine, la campagne de l'ASSÉ et la manifestation et les actions), des macarons (sur la Palestine, contre la privatisation, la gratuité scolaire et l'ASSÉ) et des collants (sur la campagne et la manifestation).
<u>Information</u> (Document et recherche)	1000 \$	1000 \$	Inclut abonnements (journaux, publications Québec (règlements et lois de l'éducation).
<u>Information</u> (Recherche)	0 \$	500 \$	Montant suggéré pour devenir membre de l'IRIS, conditionnel au maintien de l'affiliation de l'AGEBdeB.
<u>Instances</u> (Congrès)	8100 \$	8100 \$	Montant prévu pour la tenue de 3 congrès.
<u>Instances</u> (Camp de formation)	4400 \$	4400 \$	Estimation des coûts pour 2 camps de formation.
<u>Instances</u> (Comités et CoCo)	3500 \$	3500 \$	Montant prévu pour la tenue des instances et les réunions des comités.
<u>Mobilisation</u> (Tournées et représentations)	13000 \$	13000 \$	Prévisions des dépenses associées au déplacement des militants et militantes, selon la politique des dépenses de l'ASSÉ.
<u>Mobilisation</u> (Matériel pour les actions)	2000 \$	2000 \$	Montant prévu pour les différentes actions de l'année.
<u>Bureau</u> (Loyer)	15550 \$	12000 \$	Le prix exigé pour le loyer est moins élevé que ce que nous avons prévu débloquer initialement pour la recherche d'un local.

Dépenses	Prévisions adoptées au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008	Proposition de modification des prévisions	Explications
<u>Bureau</u> (Assurances)	3000 \$	0	Le montant payé en janvier dernier pour les assurances de l'année 2008 est plus élevé que ce que cela va nous coûter (le coût des assurances au nouveau local est moindre). Nous avons donc rallongé notre période de couverture jusqu'à la fin de notre année financière. Initialement prévue pour finir en janvier, elle va maintenant se terminer en juillet. Cela nous permet d'économiser 3000 \$ cette année-ci.
<u>Bureau</u> (Fournitures)	2000 \$	2000 \$	Dépenses courantes.
<u>Bureau</u> (Informatique)	500 \$	500 \$	Dépenses courantes.
<u>Administration</u> (Honoraire professionnel)	3000 \$	3900 \$	Frais pour la production de nos états financiers et notre rapport d'impôt par le comptable.
<u>Administration</u> (Frais de Caisse)	700 \$	700 \$	
<u>Communication</u> (Télécommunication-cation)	7000 \$	7000 \$	Montant prévu pour 3 cellulaires, 3 pages, la ligne au bureau et autres petits achats.
<u>Communication</u> (CNW Telbec)	1200 \$	1200 \$	Envoi de 4 communiqués de presse par CNW (0,50 \$/mot).
<u>Communication</u> (Courrier)	150 \$	225 \$	Augmentation du nombre d'abonnements à l'Ultimatum et envoi d'Ultimatums.
<u>Communication</u> (Internet et site)	850 \$	1150 \$	Achat d'un nom de domaine par rapport à la campagne et mise en ligne de notre manifeste.
<u>Employé-e-s</u>	29800 \$	39000 \$	Ajouts d'heures supplémentaires pour la permanence et nouveaux calculs du montant des heures régulières, car les heures de travail n'avaient pas été calculées jusqu'à la fin de l'année financière de l'ASSÉ, donc ce calcul comprenait moins d'heures que la réalité et que le taux d'imposition était trop

Dépenses	Prévisions adoptées au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008	Proposition de modification des prévisions	Explications
			bas.
<u>Conseils Régionaux</u> (CRAM)	500 \$	500 \$	
<u>Conseils Régionaux</u> (MASSE)	500 \$	500 \$	
<u>Conseils Régionaux</u> (CRAALL)	500 \$	500 \$	
<u>Divers</u> (Subvention)	1800 \$	1300 \$	Retrait de 500 \$ pour le mettre dans recherche afin de subventionner l'IRIS.

États des résultats au 16 octobre 2008

	Cumulatif	%	Prévisions (Avril 2008)
Revenus			
Cotisations	56 760,00 \$	50%	113 520,00 \$
Instances	1 610,00 \$	17%	9 375,00 \$
Congrès	- \$	0%	6 075,00 \$
Camps de formation	1 610,00 \$	49%	3 300,00 \$
Dons	100,00 \$	5%	2 000,00 \$
Activités de financement	305,00 \$	73%	420,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	- \$		- \$
Totaux	58 775,00 \$	47%	125 315,00 \$

Dépenses

Fonds d'entraide	- \$	0%	6 676,00 \$
Information	2 997,44 \$	18%	16 800,00 \$
Ultimatum et express	1 988,18 \$	23%	8 500,00 \$
Revue Ultimatum	- \$	0%	4 300,00 \$
Matériel d'information	897,85 \$	30%	3 000,00 \$
Traduction	- \$		- \$
Documentation & références	111,41 \$	11%	1 000,00 \$
Recherche	- \$		- \$
Instances	3 690,16 \$	23%	16 000,00 \$
Congrès	36,57 \$	0%	8 100,00 \$
Camps de formation	1 553,76 \$	35%	4 400,00 \$
Comités et CoCo	2 099,83 \$	60%	3 500,00 \$

Dépenses

	Cumulatif	%	Prévisions (Avril 2008)
Mobilisation	627,46 \$	4%	15 000,00 \$
Tournées & représentations	627,46 \$	5%	13 000,00 \$
Matériel pour les actions	- \$	0%	2 000,00 \$
Fonds de grève	- \$		- \$
Bureau	4 143,87 \$	20%	21 000,00 \$
Loyer	3 836,08 \$	25%	15 500,00 \$
Assurances	- \$	0%	3 000,00 \$
Fournitures	218,63 \$	11%	2 000,00 \$
Informatique	89,16 \$	18%	500,00 \$
Administration	4 104,54 \$	111%	3 700,00 \$
Honoraires professionnels	3 894,19 \$	130%	3 000,00 \$
Frais de caisse	210,35 \$	30%	700,00 \$
Frais d'intérêt	- \$		- \$
Communication	1 976,31 \$	21%	9 200,00 \$
Télécommunications	1 362,96 \$	19%	7 000,00 \$
CNW Telbec	- \$	0%	1 200,00 \$
Poste	182,32 \$	122%	150,00 \$
Internet et site	431,03 \$	51%	850,00 \$
Employé-e-s	11 614,90 \$	39%	29 800,00 \$
Salaire	7 202,66 \$		
DAS – QC	2 730,88 \$		
DAS – CA	1 681,36 \$		
CSST	- \$		
Conseils régionaux	- \$	0%	1 500,00 \$
CRAM	- \$	0%	500,00 \$
MASSE	- \$	0%	500,00 \$
CRAALLL	- \$	0%	500,00 \$
Divers	- \$		1 800,00 \$
Subventions	- \$		1 800,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	- \$		
Totaux	29 154,68 \$	24%	121 476,00 \$
Surplus/(déficit)	29 620,32 \$		3 839,00 \$

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

Bilan

Au 24 octobre 2008

ACTIF				
Encaisse	21 406,01 \$			
Petite caisse	- \$			
Dépôt consigne	1 000,00 \$			
Débiteurs cotisations	35 290,50 \$			
Débiteurs frais Congrès	242,50 \$			
Débiteurs frais camps de formation	1 183,98 \$			
Débiteurs reventes	3 700,26 \$			
Débiteurs remb à recevoir	1 355,21 \$			
		64 178,46 \$		
PASSIF				
Fonds des arrêté-e-s	329,45 \$			
Emprunts	- \$			
Créditeurs	4 103,53 \$			
DAS - QC	717,53 \$			
DAS - CA	471,66 \$			
CSST	- \$			
AVOIR				
Actifs nets	58 556,29 \$		Différence	
		64 178,46 \$		- \$
ACTIFS NETS(DÉFICIT)				
	2008-2009	2007-2008	2006-2007	
Solde au début	30 012,44 \$	23 719,55 \$	22 433,98 \$	
Excédent de l'exercice courant	28 543,85 \$	6 292,89 \$	1 285,57 \$	
Investissements en immobilisation	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
Solde à la fin	<u><u>58 556,29 \$</u></u>	<u><u>30 012,44 \$</u></u>	<u><u>23 719,55 \$</u></u>	

Lettres de démission

Lettre de démission d'Eloï Bureau

Pointe-Gatineau, 12 octobre 2008

Bonjour camarades,

Comme certaines et certains d'entre vous le savez déjà, je pars militer pour le FMLN au El Salvador début janvier puis terminer mon baccalauréat à la UNAM à Mexico en février. Je m'étais présenté au poste de secrétaire aux relations internes au Congrès annuel en avril dernier en mentionnant cette éventualité qui s'est finalement concrétisée.

Cette lettre se veut donc un avis de démission de mon poste, que je quitterai le 20 décembre 2008, mais aussi une invitation. Une invitation à quiconque souhaite s'impliquer au sein de l'ASSÉ (comités, exécutif, aide ponctuelle) dans l'optique d'assurer la pérennité du mouvement étudiant combatif. Pour ce faire, un point élection a d'ailleurs été ajouté à l'ordre du jour du présent Congrès. Je vous invite donc dès maintenant à envoyer votre mise en candidature pour qu'elle soit ajoutée au présent cahier.

S'impliquer à l'ASSÉ est certes très demandant sur tous les plans, mais cela en vaut le coup!

Solidairement,

Eloï Bureau,

secrétaire aux relations internes

N.B.Si vous hésitez à soumettre votre candidature, vous pouvez me contacter pour me poser des questions et je me ferai un plaisir de soit vous encourager, soit vous décourager! eloi@asse-solidarite.qc.ca

Lettre de démission d'Émilie Monteiro

Montréal, 15 août 2008

Bonjour toutes, tous.

Je vous annonce ma démission du comité femmes. D'abord, je ne pense pas être capable d'apporter quelque chose de pertinent au comité. Le temps me manque et je n'ai pas l'intention de rester dans le comité juste pour dire que j'en fais partie. Ensuite, je crois que ma ligne de pensée ne convienne pas au comité. Je tiens à spécifier que je vais quand même terminer les mandats qui m'ont été attribués, soit le feuillet c-484 (ou du moins le suivi puisque je n'ai rien fait) et faire l'affiche pour les comités femmes locaux. J'aimerais rester sur le forum jusqu'à ce que j'ai terminée ces deux mandats. Merci.

Emil

Lettre de démission de Myriam Villeneuve

Montréal, 25 juin 2008

Objet : Lettre de démission pour le comité formation

Par la présente lettre je vous soumetts ma démission du comité formation. Mon manque flagrant d'enthousiasme aura eu raison de mon implication. Je ne vous mentirai point en vous disant que je démissionne pour avoir plus de temps et me consacrer à mes études, bien que cette raison est très valable et qu'il serait plus que temps que je m'y consacre pleinement, mais seule ma complète démotivation me pousse à démissionner.

J'ai longuement réfléchi avant de vous envoyer cette lettre, croyant que ma motivation et mon sens du devoir me rappellerait à l'ordre, mais mon désintérêt ne fait que s'accroître avec le temps et je crois qu'il est mieux pour l'ASSÉ d'avoir un comité vide qu'une personne n'accomplissant pas ses mandats.

Si vous avez des questions, vous pouvez me contacter, il me fera toujours plaisir de répondre à vos interrogations.

Bien entendu, je demeure sur la liste ressource, donc n'hésitez pas à me contacter pour une tournée de mobilisation ou tout autre aide que vous jugerez utile.

Solidairement, Myriam Villeneuve

Lettre de démission de Jean-Francois Filiatrault

Montréal, 4 août 2008

À qui de droit (je sais, c'est un anglicisme)

Bonjour,

la présente tient lieu de démission et celle-ci prend effet immédiatement.

Plusieurs raisons me poussent à vous donner ma démission et, les principales ne vous concernant pas, elles ne seront pas énumérées. L'objet de cette lettre est avant tout de vous assurer que malgré ma démission, je continuerai d'effectuer les mandats relatifs à la «recherche» de l'ASSÉ soit les sections dont j'avais hérité de même que la «coordination» (dans la mesure de mes aptitudes).

Solidairement, Jean-Francois Filiatrault

Lettre de démission de Jean-Sébastien Ranger

Montréal, le 19 octobre 2008

Bonjour camarades,

Par la présente, je vous annonce ma démission du comité ad hoc pour le Rassemblement du monde de l'éducation. Ce comité ad hoc fut créé au Congrès des 16 et 17 février 2008.

Plusieurs raisons motivent ma démission. Premièrement, je dois admettre que l'implication sur ce comité n'est vraiment pas motivante. D'une part, les réunions auxquelles j'ai participé ont été peu productives et je m'y suis emmerdé plus que d'autre chose. Est-ce normal, lorsqu'on milite bénévolement, de trouver que notre implication est un fardeau? Pour ma part, je réponds non. D'autre part, je ne vois pas l'utilité de mon implication. Étant mal à l'aise dans ces réunions, j'y ai pris peu de place. Et il faut dire que notre présence lors de ce Rassemblement pour l'éducation est pour l'instant hypothétique. Alors, à quoi ça sert de s'impliquer dans quelque chose qui ne donnera peut-être rien?

Justement, quand est-il de l'importance de la participation de l'ASSÉ à ce rassemblement? Quant à moi, tout dépend de la forme que prendra ce rassemblement. Un happening au Palais des Congrès lors d'un dimanche après-midi qui deviendrait le point culminant de cette entreprise serait certes décevant. Un rassemblement de ce genre, mais suivi d'une action davantage mobilisatrice (telle une manifestation par exemple) pourrait être une forme plus intéressante. Néanmoins, la présence de l'ASSÉ est importante, puisqu'elle permet de tirer ce rassemblement vers la gauche et de ne pas laisser aux fédérations étudiantes le luxe de représenter l'ensemble des voix étudiantes. Notons que d'autres organisations ont des positions similaires aux nôtres à plusieurs égards. Par exemple, la gratuité scolaire semble être une revendication ayant un écho assez fort. Toutefois, si nous décidons de nous y embarquer, des compromis deviendront probablement nécessaires. À vous de décider.

Deuxièmement, je démissionne afin de me concentrer davantage sur mes autres mandats dans le cadre de mon implication au CRAM. J'aimerais également donner un coup de main au local, parce que tout n'est pas rose à l'Association étudiante du module de science politique de l'UQAM (AEMSP) ou à l'UQAM de manière générale. Un vent de démobilisation souffle présentement et je dois dire que celui-ci, présentement, m'affecte. J'espère bien y remédier.

Salutations militantes et bon Congrès,

Jean-Sébastien Ranger

Lettre de démission de Marieve Ruel

Saint-Sulpice, 10 octobre 2008

Objet : Démission du poste de Secrétaire aux communications de l'ASSÉ

Camarades,

Je prenais récemment la décision de quitter mon poste de Secrétaire aux communications au sein du Conseil exécutif de l'ASSE, santé difficile oblige. Ça n'a pas été une décision facile, mais je ne pouvais plus supporter la pression qui pèse continuellement sur l'équipe nationale, de l'extérieur autant que de l'intérieur. J'ai toujours dit et continuerai de le dire : je donnerai toujours mon 100 % pour l'ASSÉ, cette organisation en laquelle je crois. Cependant, le poste d'exécutante devient trop lourd pour les énergies que je suis réalistement capable de donner à l'ASSÉ. Je continuerai à donner mon 100 % dans cette lutte pour une plus grande justice sociale, mais mon' implication se fera à l'extérieur du Conseil exécutif.

Je profite de l'occasion pour mentionner l'importance de détruire le mythe « du militant ou de la militante surchargé-e » qui pèse sur notre organisation. L'épuisement n'est pas un symbole d'une implication saine. Inutile de nous brûler; une fois tous et toutes épuisé-e-s, personne ne pourra porter notre lutte. Sans négliger la primordialité du militantisme, j'appelle à la modération! Notre organisation doit reposer sur la solidarité entre ses membres, non pas sur l'acharnement jusqu'à l'épuisement physique et mental d'une équipe restreinte. Ma critique peut sembler dure, j'en suis consciente, mais après près d'un an et demi à vivre les dynamiques du Conseil exécutif de l'ASSÉ, je me permets de dénoncer les mythes entourant « les machines nationales ». Les membres du Conseil exécutif ne sont pas sans limites. Nous devons collectivement prendre conscience des capacités de cinq personnes aux études travaillant à temps partiel alors que les structures de l'organisation sont vides (je parle ici des Comités et Conseils, et ce, sans négliger le travail des personnes élues). Si nos structures prévoient trois/cinq postes pour un même Comité, c'est que ces trois/cinq personnes sont nécessaires pour une répartition réaliste du travail, sans quoi, c'est la surcharge ! Des phrases comme : « Peut importe le plan d'action, chargé ou pas, le Conseil exécutif doit tout faire pour que ça fonctionne » (Je m'entends encore le dire durant un Congrès!) ne devraient pas exister. Il faut être conscients et conscientes de nos forces, de nos limites et de nos faiblesses. Je vous ramène à la signification du premier « S » de l'acronyme ASSÉ : SOLIDARITÉ, elle est importante même au sein de notre propre organisation.

Je serai à vos côtés, dans la rue, pour scander nos idéaux de société équitable.

Solidairement,
Marieve Ruel

Lettre de démission de Jessyka Boulanger

Montréal, 24 octobre 2008

Par cette présente lettre, je vous informe de ma démission du comité femmes. Cette démission fait suite à une démotivation de mon implication au sein de l'ASSÉ, mais plus particulièrement découle des dynamiques de travail.

Les dynamiques entre le comité femmes et l'exécutif sont très souvent difficiles. Je me suis trouvée dans une position où je devais travailler avec les comités femmes locaux et apporter une analyse féministe, faire valoir la pertinence et l'importance de la lutte féministe au sein des instances nationales. Vu que mon implication a débuté pendant l'été, ce fut la deuxième partie qui prit le dessus de mon travail. Ce fut immensément drainant d'énergie comme expérience, surtout la position particulière du comité femmes. Ce dernier se trouve dans une position où il tente de mener une lutte au sein d'une autre. Il doit sans cesse se justifier afin d'obtenir un espace pour faire valoir les droits des femmes, surtout que les droits des femmes sont intrinsèquement liés à l'éducation.

De plus, je me questionne de plus en plus sur la place des femmes au sein de l'ASSÉ. Pas que je crois qu'elle ne devrait y s'impliquer, loin de là, mais plutôt la place qu'elles PEUVENT occuper, considérant les structures actuelles de l'ASSÉ, surtout du peu de place que le comité femmes peut prendre. On critique grandement l'imposition de rendement en éducation, par contre, j'ai senti beaucoup de pression à devoir me conformer à un modèle de militantisme auquel je ne m'identifie pas. Lorsque l'on s'implique au comité femmes, j'ai remarqué que j'ai dû faire un choix : soit que l'on travaille pour mener une lutte féministe avec les comités femmes locaux et donc, délaissant le national, ou bien le contraire. Les deux s'avèrent peu possibles, surtout lorsqu'on est à peu près seule.

La recherche fut un autre projet qui s'avéra un échec selon moi. L'analyse féministe ne doit pas être seulement portée par le comité femmes. Le comité femmes devrait pouvoir promouvoir la lutte des femmes en travaillant en étroite collaboration avec les comités femmes locaux. Je trouve cela bizarre que seul le comité femmes se trouve dans la possibilité d'intégrer une analyse féministe à une recherche, alors que l'ASSÉ s'est doté d'un comité à la recherches et affaires académiques. Dans la majorité des cas, lorsque le comité femmes demande l'intégration d'analyse féministe, il se trouve à devoir le faire et se ramasse avec une pile de mandats peu faisable menant à l'aliénation. De plus, il y a peu d'espace pour dénoncer les attitudes machistes sans par la suite, subir des attaques personnelles.

En m'impliquant plus étroitement avec les regroupements féministes, surtout lors du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes, je me suis rendue compte comment je préfère m'impliquer dans un milieu égalitaire où je ne me sens pas constamment à devoir défendre mon point de vue (sur la défensive). D'autres arrivent à faire avec cela, sont motivées à les changer. Je n'ai pas l'énergie. Je préfère que mon équipe de travail soit les personnes avec qui je mène la lutte et non avec qui je dois constamment rappeler la pertinence de la lutte féministe, voir même expliquer la pertinence du féminisme.

Je crois que le comité femmes est tout de même un comité important au sein de l'ASSÉ pour continuer de mener la lutte féministe. Par contre, je ne crois pas que je suis la bonne personne pour m'y impliquer.

Féministement en solidarité,

Jessyka Boulanger

P.-S. N'hésitez pas à me contacter pour avoir plus d'informations sur le comité femmes, les mandats ou mon expérience ou toutes autres questions

Lettre de démission d'Émilie Gendron

Bonjour à toutes et à tous,

En cette veille de Congrès, je remets ma démission du Comité femmes de l'ASSÉ. Mea culpa général, on m'avait avertie que le tour de force que je voulais accomplir serait quasi impossible : combiner Rassemblement pancanadien des jeunes féministes et Comité femmes de l'ASSÉ, c'était effectivement se diriger vers l'épuisement. Ajoutez à cela d'autres implications militantes féministes, c'est encore pire. Bref, j'ai dû faire le tri dans mes implications assez rapidement durant l'été et encore plus drastiquement avec l'approche du Rassemblement.

Malheureusement, c'est mon implication à l'ASSÉ qui a le plus souffert : quand on commence à militer dans des organisations non mixtes complètement dédiées au féminisme, on entre dans une zone de confort (et de confiance) qui rend les organisations mixtes plus fades. En effet, on pose un regard différent sur les interactions entre hommes et femmes dans les organisations, mais aussi dans la société en général (tsé comme dans patriarcat?). Il est donc compréhensible que quand on super-milite, qu'on touche à plein de dossiers à la fois, on n'a pas vraiment le choix d'être à l'aise avec ce qu'on fait, d'aimer militer pour ce dossier particulier. Donc, faute de temps et d'énergie pour m'impliquer corps et âme à la promotion de la lutte féministe au sein de l'ASSÉ exclusivement, dans un contexte mixte et hors de mes zones de confort, je vous tire ma révérence.

Je serai cependant là pour donner un coup de main si nécessaire.

N'oubliez pas de rester toujours rebelles,

Émilie Gendron, militante féministe

P.-S. Cette démission est effective à la fin du Congrès des 25 et 26 octobre 2008.

Texte du Conseil exécutif sur les avis de motion qu'il a déposés

Suite aux récentes positions d'une association étudiante membre de l'ASSÉ contraire à nos principes de base, le Conseil exécutif s'est questionné sur notre réaction face à ce positionnement politique d'un de nos membres. L'association en question s'est positionnée en faveur d'une hausse de frais « raisonnable ». Nous nous questionnons aussi sur la réaction qu'aura cette association et sur les actions ou les débats à entreprendre.

Premièrement, nous désirons discuter avec vous, en Congrès, du fonctionnement et de notre réaction face à une situation où l'on retrouve une association étudiante membre qui se démarque idéologiquement de façon radicale de l'ASSÉ et des membres. Nous proposons en fait, comme méthode de fonctionnement, l'avis de motion ci-dessous. C'est-à-dire, en premier lieu, nous jugeons qu'afin d'être membre de l'ASSÉ, une association ne devrait pas aller à l'encontre de nos principes de base (Article 5, Chapitre 2 des Statuts et règlements). Ces principes sont la base de l'idéologie de l'ASSÉ et si une association ne les reconnaît pas, c'est qu'elle va à l'encontre des buts premiers pour lesquels nous nous battons. Ce pour quoi nous proposons de rajouter comme critère l'endossement des principes de base.

En deuxième lieu, la réflexion se doit de se faire à l'égard de ces critères et de leurs fonctions. Même si nous possédons ces critères dans nos statuts et règlements, aucun article ne spécifie la manière dont ils sont régis et notre réaction face à une association qui ne les respecte pas. C'est pourquoi nous proposons plutôt que lorsqu'une telle situation se présente, notre fonctionnement soit le suivant : en premier lieu, discuter de la situation avec l'association en question afin de recueillir toutes les informations et annoncer le processus à l'association. Deuxièmement, débattre de la situation en Congrès; de façon idéale, avec l'association concernée et tous les membres. Troisièmement, que le Congrès lui-même, à la lumière des débats sur la question, invite l'association soit à reconsidérer sa position et lui annoncer qu'elle est contraire aux principes de base de l'ASSÉ, soit à reconsidérer son affiliation. Si le Congrès juge que l'association fait face à une situation particulière, il n'en sera aucunement forcé de recourir à l'une de ces deux options.

Il est important de souligner aussi que ce fonctionnement n'est pas dans le but de protéger nos principes de base, mais sert plutôt à dire que l'ASSÉ est fondée sur une certaine base idéologique et que celle-ci doit être plus ou moins commune chez les associations membres. Cependant, par ce fonctionnement, une association pourra tout de même remettre en cause un principe de base par le biais d'un avis de motion au Congrès.

Tout en laissant une grande marge de manœuvre au Congrès, cet avis de motion sert simplement à préciser notre manière d'agir face à une telle situation. Il nous semblait important d'en parler au Congrès, car nous ne nous sentions pas à l'aise de décider nous-mêmes de notre approche. Nous vous proposons donc une méthode, n'hésitez pas non plus à en proposer.

C'est le temps des fêtes, c'est le temps d'être charitable

Le temps des fêtes n'est pas synonyme de réjouissances pour tout le monde. Comme on se dit que tous ont droit au bonheur, voici l'occasion de se montrer charitable. Que ce soit en argent, en denrées alimentaires ou en cadeaux, rien n'est trop beau pour se donner bonne conscience. La charité est devenue une entreprise. La charité devient la norme. C'est ainsi que se mettent sur pied : les banques alimentaires, les friperies de tout genre, l'*Opération Bonne mine*, *Un livre en cadeau*, le *Club des petits déjeuners*, les fondations de toutes sortes, etc. Les projets se multiplient pour la bonne cause, aider " nos pauvres ". Tous ces projets ne font que mettre des *plasters* sur une plaie infectée ! Au lieu de se demander pourquoi, en 2008, les gens doivent avoir recours à des banques alimentaires pour nourrir leur famille, on dénonce le fait qu'il y a de moins en moins de nourriture dans les banques alimentaires !

La pauvreté ne diminue pas, elle est en croissance. Il y a de plus en plus de pauvres et de plus en plus de travailleurs pauvres ... le travail ne nous sort pas de la pauvreté ! On a beau faire des constats, il n'y a rien qui est entrepris pour mettre réellement fin à cette situation. Comme société, on s'est engagé à pourvoir au bien-être de tous. On s'est donné des moyens pour ne pas se retrouver à la rue, sans ressources. Mais les gouvernements qui se succèdent, en prétextant le manque d'argent (on connaît la chanson) nous enlèvent le mince filet social obtenu par les luttes de nos parents et grands-parents. Ce filet social, cette assurance collective qu'on s'est donné, nous protège en cas de coups durs : la maladie, les mises à pied ou n'importe quelle autre raison. Le chemin menant au chômage et/ou à l'aide sociale n'est pas pris de gaieté de cœur, ce n'est pas un choix. **Il n'est pas normal que dans un pays riche, des personnes soient à la rue ou aient faim. La richesse est là, c'est le partage qui ne se fait pas. Un panier de Noël, une fois par année, on ne peut pas appeler ça un partage équitable de la richesse.**

Les pauvres n'ont plus de droits et on trouve ça normal ... on trouve ça normal qu'il y ait des plus nantis, on trouve ça normal que les droits ne soient pas égaux entre tous les êtres humains, on trouve ça normal qu'il doit y avoir de plus en plus d'organismes charitables, on trouve ça normal... Les choses doivent changer et peuvent changer si nous nous mettons ensemble pour réclamer justice. **Nous contribuons toutes et tous à la richesse. On refuse les miettes de la charité. Nous avons des droits et nous nous battons pour les faire respecter et appliquer. À nous de leur dire que l'on a des droits et qu'on veut rien savoir de leur charité. Prenons la rue !**

Parce qu'on est tanné d'avoir que des miettes

...

La coalition contre la précarité vous appelle à participer à une manif-action

Rendez-vous au X
Le X décembre
à X heure

Pour plus d'informations, contactez le MASSE au 514-524-2226



Pourquoi une coalition contre la précarité ?

La précarité existe et nous est commune à toutes et tous peu importe que nous soyons sur le marché du travail, au chômage, à l'aide sociale, étudiantEs, retraitéEs ou dans la rue. Nous ne voulons plus survivre mais vivre décemment, sans avoir recours à la charité des biens nantis, des entreprises privées ou du gouvernement.

Des hommes et des femmes de notre société ont lutté pour mettre en place des programmes sociaux destinés à contrer la précarité et garantir l'appui de la collectivité aux individus en cas de maladie, de perte d'emploi ou simplement pour permettre à toutes et tous de subvenir à leurs besoins et réaliser leurs droits.

Cette lutte doit se poursuivre alors que ces acquis sont grandement menacés. Depuis des années, les gouvernements, influencés par des lobbys représentant les plus riches et les compagnies privées, considèrent ces programmes sociaux comme des dépenses superflues.

Tandis que le fossé entre les plus riches et les plus pauvres se creuse, les élus continuent de faire des choix qui accroissent la précarité, réduisent notre capacité collective à garantir l'exercice de nos droits et nous plongent de plus en plus dans la misère et l'ignorance.

Dans une société où le profit et l'individualisme prédominent;

Dans une société où la précarité et les inégalités socio-économiques s'accroissent;

Dans une société où l'éducation est un privilège;

Dans une société où travailler ne suffit plus à sortir de la pauvreté;

Dans une société où la richesse abonde;

Nous nous unissons afin de briser le cercle de la précarité et exigeons une juste redistribution des richesses afin d'assurer le droit à un revenu décent et inconditionnel pour toutes et tous !

Groupes membres de la Coalition contre la précarité : Association pour la défense des droits sociaux de la région de Montréal (ADDS-RM), Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi (MASSE), Organisation Populaire des Droits Sociaux de la Région de Montréal (OPDS-RM) et le Projet Genèse.

Propositions

Procédures

1. Le Conseil de Coordination propose l'ordre du jour à la page 3 du présent cahier.
2. Le Conseil exécutif propose de rajouter à l'ordre du jour du Congrès le point revendications avant plan d'action.
3. Le Conseil exécutif propose de rajouter un point « Accueil des nouveaux membres » après le point « procédures ».
4. Le Conseil exécutif propose Geoffroy Bruneau et Alexandre Leduc à l'animation et Véronique Martineau au secrétariat.
5. Le Conseil exécutif propose l'adoption du procès-verbal du Congrès des 26 et 27 avril 2008.

Bilan Conseil exécutif et Comités

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès une plénière de 30 minutes sur les bilans des Comités et Conseils.
2. Considérant que le Comité à la mobilisation de l'ASSÉ est à la recherche d'un raison d'être; Le Conseil exécutif propose qu'il travaille à réformer le Comité à la mobilisation de l'ASSÉ pour y intégrer un volet "maintien et affiliation du syndicat national" et un volet "école secondaire". Qu'il en fasse état au Congrès d'hiver.
3. _Considérant les difficultés de fonctionnement du Comité ad hoc pour les gains concrets adopté au Congrès des 26 et 27 avril 2008 ;
le Conseil exécutif propose de constater la fermeture de ce Comité ad hoc.
4. Le Conseil exécutif propose une plénière de 10 minutes de la « délégation Colombie » suivie d'une période de questions.
5. L'AFESH-UQAM propose que la délégation Colombie fasse un atelier au prochain camp de formation au lieu d'une plénière de 10 minutes au Congrès.
6. Le Conseil exécutif propose au Congrès que l'on fasse une plénière de 20 minutes sur la campagne référendaire de désaffiliation de l'Association générale des étudiants de Bois-de-Boulogne (AgeBdeB).
7. Considérant que plusieurs postes sont vacants sur les Comités et les Conseils;
Considérant qu'il y a une possibilité de 35 postes élus et que 11 de ces postes sont comblés ;
Considérant que le taux de participation au sein des Conseils régionaux est faible ;
Considérant la campagne de désaffiliation à l'Association générale des étudiants de Bois-de-Boulogne (AgeBdeB) ;

Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur l'état de l'ASSÉ et le manque d'implication au sein de l'ASSÉ.

Bilan recherche privatisation

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes sur les problèmes récurrents de recherche à l'ASSÉ précédée par une présentation de Marieve Ruel sur l'état du mandat de la recherche sur la privatisation.

2. Le Conseil exécutif propose que l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) fasse une présentation de 10 minutes sur leur projet et sur les possibles collaborations entre l'IRIS et l'ASSÉ.

3. Considérant les lacunes perpétuelles en recherche à l'ASSÉ;

Considérant qu'il pourrait nous être très bénéfique au niveau de l'argumentaire et au niveau de la productivité d'obtenir de l'aide professionnelle;

Le Conseil exécutif propose que soient entamées les procédures afin d'obtenir des subventions de recherche de la part de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) pour l'été 2009.

Bilan consultation AFE

1. Le Conseil exécutif propose que la préparation de la prochaine campagne de l'ASSÉ sur l'aide financière aux études s'articule comme suit :

- Poursuivre la recherche en vue de la prochaine campagne
- Préparer une campagne de mobilisation basée en partie sur un questionnaire

2. L'AGEECLG propose que la préparation de la prochaine campagne de l'ASSÉ sur l'aide financière aux études s'articule autour de trois axes de mobilisations :

- Abolition des critères d'autonomie restreignant l'accès à l'AFE
- Augmentation du financement du budget de l'AFE
- Augmentation des sommes versées aux étudiants et étudiantes et diminution de l'endettement étudiant.

Revendications

1. L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ prenne position contre le projet de loi de la ministre Courchesne sur la réforme des conseils d'administration des universités et l'intègre à son discours de la présente campagne.

2. L'AGEECLG propose que dans le cadre de la présente campagne soit mis de l'avant le principe de réappropriation étudiante des établissements d'études dans une perspective de démocratie populaire.

3. L'AGEECLG propose la reprise de la proposition suivante mise en dépôt au Congrès annuel de l'ASSÉ les 26 et 27 avril 2008 : « Que l'ASSÉ se prononce contre l'impérialisme politique, économique et culturel ».

4. Considérant l'importance de la liberté de presse et d'expression ;

Considérant la nécessité d'un débat public sur le sujet et de se montrer solidaire envers les différentes luttes progressistes ;

Considérant l'illégitimité des poursuites baillons dont le but est de censurer et de réprimer ;

Considérant la situation financière précaire d'Éco-société ;

Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appuie Éco-société et que les associations étudiantes soient invitées à appuyer financièrement le groupe.

Plan d'action manifeste

1. Le Conseil de Coordination propose que la sortie de presse d'octobre lance officiellement le manifeste par un communiqué de presse. Qu'une conférence de presse en présence de groupes participant au front commun ait lieu en début de session d'hiver pour le lancement de la pétition.
2. Le Conseil exécutif propose que la conférence de presse pour annoncer le manifeste ait lieu dans la semaine du 10 novembre à condition qu'il y ait au moins trois groupes présents à la conférence. Dans le cas où trois groupes ne seraient pas présents à la conférence, qu'elle soit reportée à l'hiver.
3. Le Conseil exécutif propose l'adoption du manifeste « Pour un système public, libérons-nous du privé! »
4. L'AFESH-UQAM propose que soit rajouté dans le dernier paragraphe du manifeste une ou des phrases pour inviter les divers mouvements sociaux à s'unir sur une base combative.

Plan d'action journée de boycott

1. Le Conseil exécutif propose :

Que les journées de boycott dans le cadre du plan d'action de l'ASSÉ soient remplacées par des journées de dénonciation de l'entreprise privée sur les campus;

Que celles-ci aient lieu dans la semaine du 23 au 27 février 2008;

Que ces journées s'articulent autour de boycott de l'entreprise privée, de dénonciation des sièges externes sur les conseils d'administration, de la publicité et de l'intrusion du privé à même les cursus scolaires;

Que les associations étudiantes membres désireuses d'obtenir de l'aide de la part de l'ASSÉ pour l'organisation, entre autres, par la formation sur la campagne, soient invitées à contacter l'ASSÉ.

Plan d'action manifestation nationale

1. Le Conseil exécutif propose qu'une réunion avec les syndicats, organismes communautaires et autres groupes de pression ayant appuyés le manifeste ait lieu en vue d'organiser la manifestation de la fin mars.
2. L'AFESH-UQAM propose une plénière de 15 minutes sur la date et l'heure de la manifestation.
3. L'AGEECLG propose que la manifestation ait lieu le 27 mars à 14h et parte du Cégep de Maisonneuve.

Plan d'action autres

1. Le Conseil exécutif propose la tenue d'une Manif'Action le 5 novembre dans le cadre de la journée internationale contre la marchandisation de l'éducation.

2. Le Conseil exécutif propose que le Congrès d'hiver soit tenu la fin de semaine des 28 février et 1^{er} mars;

Que le Congrès annuel soit tenu la fin de semaine des 2 et 3 mai;

Que dans le cas où une manifestation syndicale pour le « 1^{er} mai » ait lieu pendant cette fin de semaine, que le Congrès annuel soit tenu lors de la fin de semaine des 9 et 10 mai.

3. Le Conseil exécutif propose que l'on tienne une plénière de 30 min sur l'attitude répressive des administrations dans le but d'avoir des pistes de réflexion et un plan d'action en conséquence.

4. L'AGEECLG propose que l'ASSÉ participe et mobilise pour la manifestation du premier mai anticapitaliste.

5. L'AGEECLG propose que l'ASSÉ organise le 8 mars 2008 une assemblée publique à Montréal ayant un caractère étudiant - progressiste - internationaliste dans le cadre de la Journée internationale des femmes.

6. L'AGEECLG propose de mettre sur pied des assemblées ouvertes à tous et toutes dans une perspective de démocratie populaire et de réappropriation des établissements d'enseignement par la communauté.

7. L'AGEECLG propose que l'ASSÉ produise du matériel en solidarité avec les luttes autochtones, notamment en appui aux luttes des Algonquins du Lac Barrière et les communautés touchées par les Olympiques de 2010 à Vancouver.

8. Le Comité femmes propose que l'ASSÉ participe à la journée pancanadienne d'actions féministes décentralisées dans le cadre de la Journée internationale des femmes (8 mars 2009).

Femmes

1. Le Comité femmes propose que le Comité Femmes présente le manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes Toujours RebELLEs.

2. Le Comité femmes propose que soit tenue une plénière de 10 minutes sur les perspectives d'utilisation du manifeste de Toujours RebELLEs par les féministes de l'ASSÉ.

3. Le Comité femmes propose que se tienne un caucus non-mixte de 45 minutes avec un retour de 15 minutes sur la question suivante : Quelle est la place du féminisme à l'ASSÉ et quelles pistes d'action voulons-nous en faire ressortir?

Finances

1. De prendre 500\$ dans le poste demande de subventions proposées au Congrès d'avril 2008 et de l'attribuer dans le poste budgétaire recherche. Que ce 500\$ serve à payer notre membership à l'IRIS.

Que les associations étudiantes membres de l'ASSÉ soient aussi invitées à rentrer en contact avec l'IRIS et à participer financièrement, à la hauteur de leur capacité, au développement d'une analyse de gauche dans notre société.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation dynamique de 10 minutes de l'état des résultats 2008-2009 par Didier Louboutin et Véronique Martineau.

3. Le Conseil exécutif propose au Congrès l'adoption des modifications aux prévisions budgétaires 2008-2009. (voir annexe)

4. Que l'on adopte les états financiers 2007-2008 déposés par le comptable.

Élections

Avis de motion

1. Le Conseil exécutif dépose l'avis de motion suivant¹ :

Que soit ajouté dans l'article 5, Chapitre 2, le critère suivant :

5. Que l'association endosse les principes de base de l'ASSÉ à l'article 4 du Chapitre 1.

Que soit remplacé dans l'article 5, Chapitre 2, à la dernière ligne du premier paragraphe, « elles doivent répondre à ces quatre critères » par « elles doivent répondre à ces cinq critères ».

2. Le Conseil exécutif dépose l'avis de motion suivant²: Que soit ajouté suite aux critères de l'article 5, Chapitre 2, le paragraphe suivant :

Que dans l'éventualité où une association ne respecte pas l'un de ces critères, qu'elle soit invitée par le Congrès à reconsidérer ce principe ou, le cas échéant, son affiliation.

1 Avis de motion déposé le 26 septembre 2008

2 *Ibid*